

# NOIR et ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ÉDITÉS PAR LES GROUPE  
ANARCHISTES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

---



# N&R

## NUMÉRO 3

### SOMMAIRE

- FAIRE LE POINT.....p. 1
- POUR UN ANTICLERICALISME  
REVOLUTIONNAIRE.....p. 7
- A PROPOS DE LA DESTALINISATION....p.18
- AU SUJET DE L'ORGANISATION  
(M. Korn).....p.19
- POUR LA CLARTE.....p.24
- LA LUTTE DE CLASSE ENSEIGNEE  
DE L'AUTRE COTE DE LA BARRI-  
CADE.....p.43
- L'ANARCHISME EST-IL UN  
SOCIALISME ?.....p.58
- DANS NOTRE COURRIER

Camrades,

Le changement de la présentation de "Noir et Rouge" -- ainsi que l'augmentation de tirage et donc de diffusion est en grande partie due à l'intérêt que beaucoup d'entre vous ont témoigné à notre travail -- Toutes les lettres et tous les billets de 100 francs nous ont aidé.

Nous constatons, toutefois, que de nombreux articles destinés à ce N°3 n'ont pu être publiés, faute de moyens matériels. Il nous faut désormais envisager l'abandon de la parution trimestrielle pour sortir ces cahiers bimestriellement et, même, mensuellement.

Nous sommes une petite organisation qui démarre -- De ce fait, les sacrifices financiers des militants -- pour importants qu'ils soient, ne sauraient suffire à faire face à un tel développement de ces cahiers. Ceux-ci n'étant, par ailleurs, qu'un aspect de nos tâches militantes.

C'est donc en continuant votre solidarité morale et matérielle qu'ensemble nous développerons ces cahiers de l'anarchisme-communiste, dans le cadre général du mouvement libertaire en France.

Fraternellement

- N. et R. -

La correspondance concernant "N. et R."  
peut être postée à l'adresse de CRIA.

## FAIRE LE POINT...

Ainsi, pour la troisième fois nous reprenons contact avec nos lecteurs, camarades et amis, au moyen d'un article que d'aucuns appelleront éditó, prologue ou avant-propos, la dénomination important peu par ailleurs. Ce qui importe, à nos yeux, c'est de faire le point à chaque fois que cela sera possible, d'expliquer où nous en sommes, ce que nous pensons et aussi ce que les autres pensent de nous, c'est à dire d'un effort bien modeste en vérité mais ayant sa place parmi les milliers d'autres obscurément déployés par l'homme dans sa marche tenace vers une difficile libération. En un mot, ne pas perdre le contact cité plus haut, afin d'éviter ce dessèchement idéologique propre à toutes les "élites" salvatrices du peuple, à condition que celui-ci avale sans broncher toutes les mannes (ou toutes les couleuvres) dont quelques êtres prédestinés veulent bien lui faire l'aumône, à temps perdu.

Dans le deuxième numéro de "N. et R." nous remercions les camarades avec lesquels nous avons pu nous entretenir oralement des positions exprimées dans ces cahiers. Nous avons, cette fois, reçu des lettres, renforçant ainsi le lien déjà noué, ou renoué, avec les premiers lecteurs. Fait réconfortant, toutes ces lettres, quelles que soient les critiques formulées sur la forme ou le fonds, nous encouragent, par contre, très fraternellement dans la poursuite du travail ébauché. Soyez tranquilles, chers camarades, nous continuerons, et merci pour une solidarité dont nous sentons tout le prix!

Cela dit, il nous faut revenir un peu sur la raison d'être des G.A.A.R et aussi sur le fameux " Oui, mais qu'est-ce que vous faites ?" classique en de

telles occasions. À tout, et à tous nous répondrons toujours avec le maximum de netteté, car si nous voulons faire du bon travail, cette netteté sera nécessaire.

Ainsi, n'étonnerons-nous pas les camarades, lecteurs de "N. et U.", libertaires ou pas, en leur déclarant que, plusieurs d'entre nous se posèrent sérieusement le problème de l'actualité de l'anarchisme, après une longue et décevante expérience au sein d'un mouvement, issu de l'idée libertaire qu'une déviation marxiste devait amener à accepter, entre autres, la participation à la foire électorale. D'autre part, la reconstitution d'une nouvelle fédération, sur les mêmes bases, hélas! que celles de 1945, n'apportait, pour nous, aucune réponse satisfaisante aux questions posées par la dégénérescence de l'ancienne F.A. L'anarchisme, ou plutôt la représentation concrète de son outil sous forme de mouvement dit organisé, serait-il toujours semblable à une feuille de température, où les accès de fièvre altèrent avec de brusques dépressions? Pour avoir voulu quelque peu organiser notre forme de pensée, de combat, devons-nous nécessairement sombrer dans un communisme de moins en moins libertaire? Inversement, afin précisément d'éviter la dite déviation, devons-nous nous résigner à reconstituer perpétuellement la grande famille (sic) où toutes les tendances de l'anarchisme se côtoient un court moment avant de recommencer à s'entre-dévorer, comme cela se fait justement dans toutes les bonnes familles? Et puis sur le plan historique, et par conséquent beaucoup plus vaste, l'écrasement de nos camarades pendant la Révolution russe, la Commune hongroise, pendant la guerre d'Espagne, tous ces "pourquoi" toujours val ou pas expliqués semblaient donner raison à une certaine désespérance en un meilleur devenir de notre idéal.

Certains d'entre nous continuèrent leur travail au sein de groupes organisés alors que d'autres

restaient seuls pendant plusieurs mois, mais tous, après le découragement passager éprouvé, ont senti l'absolue nécessité de repenser à tout cela, de voir pourquoi nous avions fait ceci et pourquoi nous nous étions trompés en cela, et tous, en avons conclu que la doctrine, et aussi l'éthique anarchistes restaient finalement valables, qu'il n'y avait rien d'autre sur le plan politique, et plus simplement humain, pour remplacer une analyse dont les aspects parfois chaotiques n'empêchent pas par ailleurs une continuité dialectique singulièrement étonnante pour les militants marxistes auxquels l'Histoire a aussi asséné de rudes coups en balayant parfois leurs rigides schémas de façon définitive.

La perspective anarchiste-communiste exigeant de nous un travail collectif organisé basé sur une unité idéologique qui implique l'étude et la résolution collective des problèmes posés par l'adaptation doctrinaire et tactique de l'anarchisme à la conjoncture politique, économique et psychologique actuelle - il était nécessaire de sortir de l'isolement, de se regrouper sur certaines bases bien précises, et sur certains principes généraux mais essentiels pour nous, à savoir : indépendance totale à l'égard des différents partis politiques (et par là même des systèmes antagonistes se partageant le monde), anti-racisme absolu (et il faudra bien que nous revenions un jour sur cette très grave question, toujours d'une telle actualité) et quelles qu'en soient les formes de sociétés secrètes dont en premier lieu, bien sur, la Franc-maçonnerie (Ces deux questions sont d'ailleurs examinées dans ce numéro par un de nos camarades et seront développées par la suite) et, découlant directement de ce dernier point, nous restons évidemment et plus que jamais, fidèles à la Lutte des classes. Dires que le parlementarisme et les élections n'ont pas notre faveur semble quelque peu superflu, surtout après les brillantes expériences dont les travailleurs viennent de faire les frais.

Nous pensons, et disons que le fait, pour des libéraux, de vouloir singer les partis politiques, fut une erreur profonde, et nous essaierons de dire pourquoi dans

reproduit par  
class II

les prochains numéros de ces cahiers. Cela sera difficile et souvent ingrat certes, mais là est précisément notre travail : déduire, à partir de faits, analyser des actes juger sur le plan des idées et jamais sur de misérables histoires de personnes. A ce propos, nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour des militants honnêtes de garder une élémentaire courtoisie dans la critique des actes des autres, car s'ils agissent différemment de nous, ça n'est pas par une quelconque méchanceté congénitale, mais bien pour des raisons précises et différentes des nôtres, voilà tout !

Nous pensons, et disons, que l'action n'est pas forcément l'activisme. Pendant des années, nous avons collé, vendu, manifesté (nous "faisions", du verbe "qu'est-ce que vous faites ?") parfois sans trop de discernement. Nous regrettons rien d'ailleurs et nous continuons à croire que ces multiples activités militantes sont normales et nécessaires à certains moments, mais qu'elles ne sont pas tout.

Nous pensons et disons qu'il est également faux de vouloir regrouper à tout prix toutes les tendances de l'anarchisme et que la deuxième erreur, la plus flagrante, est de vouloir le faire sous le couvert d'un grand mouvement, avec son journal, ses différents secrétariats, tout un édifice brillant, certes (réconfortant pour le camarade désorienté et qui aspire à retrouver le giron protecteur de la Mère-Organisation) mais dont la belle façade cache mal le vide des locaux, vide imputable au côté prématuré de cette reconstitution, sans bases idéologiques suffisamment réétudiées. Rappelons-nous seulement qu'il est toujours beaucoup plus facile de créer un mouvement contre quelque chose (en l'occurrence, la déviation politicienne de la F.C.I.) que de construire, que d'oeuvrer pour quelque chose.

Nous pensons et disons, enfin, et ceci pour tous libertaires y compris nous-mêmes bien entendu, qu'il est temps pour les anarchistes de se débarrasser de l'anarchisme bienveillant, ou, parfois, de l'auto-

ritarisme quasi-despotique des "leaders" en tous genres.  
Que l'on ne se méprenne pas, nous ne réclamons pas de têtes, mais surtout la fin d'un état d'esprit encore bien trop répandu en nos milieux. Certes, nous reconnaitrons toujours l'expérience, la valeur de certains camarades, et il faut savoir reconnaître cela. Nous n'avons jamais hésité et nous n'hésiterons pas à leur demander quand nécessaire un avis, une conférence, une aide, mais ceci n'est pas faire du "leaderisme" alors qu'une dangereuse docilité en face de camarades mieux armés par la plume ou la parole, nous a montré le danger d'un tel comportement. Il est vrai qu'aux G.A.A.R nous ne sommes qu'une poignée de camarades, jeunes pour la plupart, non-guidés par les lumineuses idées d'un penseur de choc, et nous ferons tout pour que cet état de choses demeure, sinon, nous déclarons tout net que notre regroupement aurait été un nouvel et inutile effort. Bien sûr, notre manque d'"expérience" (comme on dit) gagnerait à être épaulé par un ou plusieurs solides doctrinaires, penseront certains. Notre jugement s'en trouverait ainsi amélioré. Est-ce bien sûr ? et la pensée collective, le travail fraternel de recherche en commun ne sont-ils pas souvent préférables aux plus savantes cogitations d'un seul homme ? Nous posons la question.

On pourra penser que nous sommes bien sévères et que nous jouons les juges intransigeants, peut-être. Mais il nous semble urgent de parler ce langage-là et de dire avec rudesse parfois, mais sans acrimonie, ce qui nous semble criticable dans ce que nous avons vécu et dans ce qui se voit aujourd'hui. Nous ne sommes d'ailleurs pas les derniers à solliciter les critiques, nous en avons déjà reçu et celles-ci nous aideront efficacement dans notre travail.

Ainsi, pour toutes les raisons exposées plus haut les G.A.A.R ont regroupé un certain nombre de camarades. Nous ne cherchons pas à "faire" du recrutement de masse, essayant de garder un certain sens du ridicule et des réalités. L'important, nous semble-t-il, est de préparer les bases d'un anarchisme renoué (ça sera long,

mais peut-on faire du "digest" ?), de débroussailler nos propres idées, de faire cheminer patiemment nos idées parmi les camarades encore inconnus mais nombreux, qui nous le savons, sont proches de nous. Le jour où eux, nous, tous ensemble, serons prêts à un efficace regroupement, alors à ce moment-là seulement l'Anarchisme pourra faire de belles et grandes choses.

Christian

# POUR UN ANTICLÉRICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Fondamentalement, sur le plan éthique, l'anarchisme de toute tendance est forcément a-religieux et estime le phénomène religieux, un fléau pour l'homme dans son individualité et dans son collectif. Adeptes, avant tout du "libre examen", l'anarchiste ne peut admettre aucune théorie posant au départ dogmes et postulats. La religion pose au départ une idée d'autorité, donc de hiérarchie et fait accepter du même coup l'idée de l'inégalité sociale. Jules Lherminier dans son "A.B.F. du libertaire" écrivait : "L'idée de Dieu est nécessaire aux oppresseurs, aux envahisseurs, aux négateurs du droit collectif. Pour l'inculquer aux masses, on a eu l'infamante habileté de la compliquer de l'idée de compensation. Qui a souffert sur la terre jouira d'un bonheur éternel... D'où la résignation et l'abandon aux algèfins des biens de la Terre...". On connaît l'apostrophe de Proudhon : "Dieu c'est le Mal !". Il se trouve d'ailleurs que l'anti-cléricalisme et l'anti religion ont toujours été une base fondamentale dans l'action du Mouvement Ouvrier dans son ensemble.

Que se passe-t-il aujourd'hui ?

Depuis la fameuse "Main tendue aux catholiques" pronée par Maurice Thorez, nous avons assisté à une évolution au sein de la classe ouvrière qui a abouti en

pratique à un abandon à peu près total de toute action anti religieuse dans ce qu'il est convenu d'appeler les "partis ouvriers". Même dans nos milieux et particulièrement chez les jeunes militants, la même tendance s'est faite jour. La tendance fonteniste, à la F.C.I., n'était pas la dernière à prôner la nouvelle tactique. Pour les gens dont nous parlons, l'anti-cléricalisme est une forme périmée de l'action. On se moque volontiers des anti-cléricaux en les traitant de vieux fossiles bons pour le placard aux souvenirs. On pense bien sûr, que les croyants sont les survivants d'un autre âge, mais on se dit "matérialiste historique" et on affirme au nom de ce "matérialisme" qu'on vient de découvrir que la Religion s'effondrera en même temps que le Capitalisme. Il suffit alors de combattre le Capitalisme. La lutte anti-religieuse est une chose inutile sinon nuisible. Ne rencontre-t-on pas sur le lieu du travail des militants chrétiens "drôlement sympas ?" Qui n'a pas connu de prêtres ouvriers? On nous pose la question : "Nieriez-vous qu'il y a des travailleurs chrétiens ? Nieriez-vous qu'ils sont bons syndicalistes ? Nieriez-vous qu'ils sont anti colonialistes? Anti capitalistes ?". Les travailleurs chrétiens se retrouvent avec nous dans les Comités de grève, ils sont exploités comme nous etc... etc... Et on en vient à l'idée qu'une lutte anti religieuse pourrait bêtement nous aliéner ces gens si intéressants et, partant, briser le front de classe du prolétariat. Rien que ça !. Et puis, tout le monde sait que les athées et les "libres penseurs" sont en général des bourgeois. Ils sont en grand nombre membres de la Franc-Maçonnerie qui est un organisme de collaboration de classe. Ils sont en majorité membres du parti radical ou de l'aile droite de la S.F.I.O qui... que... Nous n'avons rien à faire avec ces gens là et nous préférons un balayeur membre de la C.F.T.C qui est un exploité, un apprenti de la J.O.C. qui est un exploité à un actionnaire radical et anti-clérical qui "bouffe un curé tous les matins" et qui est, par ailleurs, un exploitateur.

Nous sommes beaucoup, parmi, les membres des G.A.A.R à estimer que ce raisonnement hâtif ( mais par ailleurs en plusieurs points juste, et en particulier sur le côté anti-lutte de classes de la Franc-Maçonnerie) doit être étayé par des arguments plus solides, résultat d'une analyse sérieuse des différentes données du problème.

Nous avons toujours été étonnés par l'extraordinaire ignorance de l'Histoire de beaucoup de ces "matérialistes historiques". Où ces gens ont-ils vu que l'Eglise était attachée à une forme économique donnée ? Où ces gens ont-ils vu que l'Eglise était attachée à un régime quelconque ? Méditons ces dates : 1790 : L'Eglise chante le "Te Deum" à l'avènement du dictateur Napoléon et lui prostitue son catéchisme - 1816 : L'Eglise chante le "Te Deum" aux cérémonies d'arrachage des arbres de la Liberté. - 1940-1950 : L'Eglise est collaboratrice (Suhard), résistante (Gerlier), communiste (Abbé Boulier), anti-communiste (Osservatore Romano). L'Eglise a toujours été de tous les régimes, de tous les régimes, de toutes les formes de civilisation : monarchique, républicain, fasciste, selon les cas et les époques. La seule chose qui l'intéresse c'est de maintenir son empire sur les consciences et les événements. Elle est, par conséquent, anti-monarchiste, anti-républicaine, anti-fasciste lorsque l'un quelconque de ces régimes la menace dans son indépendance. Elle a enterré joyeusement la civilisation romaine qu'elle devait sauver dans l'idée de Constantin. Elle a été féodale au Moyen Age. Elle a rallié le régime bourgeois totalement sous Napoléon. Elle est maintenant furieusement démocrate en France et furieusement fasciste en Espagne. Elle est maintenant, avant tout, capitaliste en régime capitaliste. Qui sait si elle ne sera pas demain communiste en régime communiste ou même libertaire si nous n'y prenons pas garde ?

Au sein du régime actuel, l'Eglise tient une place trop souvent ignorée ou passée sous silence. Des vins du Chianti aux usines FIAT, d'Hispano-Suiza aux tramways de Madrid, des mines de mercure à l'Espagne aux usines de conserves américaines, des fabriques de bas nylon au casino de Monte-Carlo, le Vatican tient une place plus qu'honorable dans divers conseils d'Administration. Cela dit, l'Eglise, comme toute puissance capitaliste joue un jeu

politique. On connaît son influence sur cette société secrète appelée Synarchie. On connaît l'existence de cette autre société secrète appelée "Sapinière" avant guerre et présentement nommée "Fides Romana". On connaît l'association pour le "Saint Empire Romain Germanique" qui a son siège à Bonn et dont Pinay, Adnauer et Schuman sont les membres influents. On connaît l'action des différents partis "démocrates chrétiens" qui avaient réussi à avoir la main sur les différents ministères des Affaires Étrangères de la "libération", les pays occidentaux. On connaît l'action de Thierry d'Argonlieu en Indochine. On arrive de là au fameux Pool Charbon-Acier, à la relance européenne : J' en passe et des meilleurs... La main mise cléricale en France, sur la presse, le cinéma, la radio se voit à l'oeil nu. Et la fameuse loi Barangé vient de réveiller les "laïques" pourtant timorés. Et tout cela se passe pendant que nos "matérialistes historiques" proclament l'anti-cléricalisme dépassé.

Et les travailleurs chrétiens ? Que font ils dans tout cela ?

La plupart d'entre eux sont membres de la C.F.T.C. Cette même C.F.T.C que nous retrouvons parfois dans les Comités de grève et avec qui les dirigeants staliens de la C.G.T aiment se marier porte dans ses principes les points suivants qu'il est nécessaire de publier :

" La C.F.T.C professe qu'on ne saurait apporter un remède efficace et durable aux erreurs économiques et aux injustices sociales qui ont amené les désordres actuels, qu'en se référant aux enseignements contenus plus particulièrement dans les encycliques RERUM NOVARUM et QUADRAGESIMO ANNO." .

Les chrétiens avec qui nous parlons se gaussent volontiers du programme social de l'Eglise qui renferme (paraît-il) la solution au problème de la lutte des classes. En les interrogeant plus avant, on se rend compte que bien peu ont lu ces fameuses encycliques. Au moment de la naissance de la grande industrie, au moment de l'essor du mouvement ouvrier, il fallait trouver un antidote. Et le pape Léon XIII de préconiser

comme remède à la situation la constitution de syndicats mixtes composés des patrons et des ouvriers. La C.F.T.C de 1956 n'a en rien renié ce but final, elle y met simplement des formes. Mais laissons la parole à Zirnheld qui fut trésident de la C.F.T.C en 1934 et 1935 :

" Le Capital est incontestablement un moyen qui peut aider puissamment la production à se développer, mais il ne saurait prétendre à être l'agent propre, ni donc l'élément essentiel. C'est pour y avoir prétendu, pour avoir usurpé la première place dans l'économie qu'il a entraîné le déséquilibre dans l'économie que nous constatons aujourd'hui et causé les graves conflits sociaux et économiques actuels. C'est aussi parce que l'on a trop souvent confondu la propriété, principe parfaitement juste, lorsqu'il dérive du produit du travail, et le capital qui n'est, la plupart du temps, que son apparence ou son mode d'emploi humain, qu'on a cru pouvoir admettre les abus du capital mal acquis, les justifier comme la conséquence normale de la propriété légitime et lui réserver une place et des avantages qu'il ne méritait pas. Le capital, accessoire de la production, a évidemment droit à une rente équitable. Il a droit, de plus à l'assurance du risque qu'il court, cette assurance étant organisée et payée par la production. "

Il fallait, bien sûr, trouver une théorie qui, sans toucher au principe essentiel du régime capitaliste, soit un aménagement destiné à contenter les masses et ainsi empêcher le développement des idées révolutionnaires. La propriété est nécessaire - nous dit-on - , mais c'est le capital qui n'a pas fait son devoir. Quand il sera à sa place tout ira bien. Ce sera la grande embrassade générale, la fin de la lutte de classe qui inquiète tant ces messieurs. Nous ne nous attarderons pas à discuter ce genre de théorie. Remarquons toutefois qu'il n'y a pas au fond plusieurs pensées de droite. Il n'y en a qu'une et c'est bien l'Eglise qui la dispense. Les programmes sociaux des différents partis fascistes d'avant guerre étaient tous inspirés des principes que nous venons de citer. La Charte du Travail de Pétain n'était rien moins qu'un essai d'application. Les Comités d'Entreprise institués par Vichy n'étaient que le prélude à ce fameux syndicat mixte des

patrons et des ouvriers. On sait qu'ils font encore aujourd'hui l'enchantement des patrons de 1956. La fameuse association Capital-Travail du R.P.F reposait aussi sur les mêmes principes. Il y a bien unité de pensée. Observons ce que dit Poujade et nous constatons encore l'énoncé des mêmes principes. C'est à ceux que cela, la Confédération Générale des Syndicats Indépendants a repris les mêmes principes en enlevant l'étiquette chrétienne. La fameuse association d'inspiration cléricale intitulée "Jeune Patron" a aussi repris la doctrine. Il s'agit paraît-il de patrons sociaux qui reconnaissent volontiers l'existence du syndicat dans l'entreprise. Un syndicat du type "collaboration" bien entendu. Il ne faut pas croire qu'une lutte même accompagnée d'une grève suffit à définir une action révolutionnaire. Lisons plutôt ce qu'écrivait la C.F.T.C. en 1938 : "La C.F.T.C. considérant la grève comme le dernier moyen à employer pour faire triompher le bon droit cherche à obtenir les résultats souhaités par des moyens pacifiques : démarches, envoi de cahiers de desiderata. Souvent, hélas ce genre de revendication s'est heurté à une fin de non recevoir. On ne peut donc s'étonner d'avoir vu les syndicats chrétiens recourir à la grève, pour un motif grave, une cause indiscutablement juste, et après que toutes les possibilités d'entente eurent été épuisées..." on lit plus loin :

"Mettant en application ses principes de collaboration la C.F.T.C. entretient les meilleures relations avec l'organisation des patrons catholiques. Dès 1930, une commission mixte était constituée entre la C.F.P. et la C.F.T.C. ; en 1932, notamment, elle étudiait le grave problème de la "rationalisation" et, fait remarquable, patrons et ouvriers chrétiens parvenaient à se mettre d'accord sur cette délicate question."

Or, on lit dans les "Cahiers de la Productivité" d'Octobre-Novembre 1954 :

"Les syndicats (il s'agit d'une étude sur les syndicats américains) ne prétendent pas se substituer au "management" dont ils reconnaissent la compétence, l'efficacité. Ils ne cherchent pas à supprimer le profit considéré comme un stimulant indispensable. Les chefs syndicalistes américains sont considérés surtout comme des

hommes d'affaires chargés d'obtenir le maximum d'avantages pour les gens qui leur ont confié leurs intérêts, en l'occurrence les syndiqués qui paient leur cotisation. Le principe de la co-gestion ne constitue aujourd'hui ni un objectif immédiat, ni même un idéal lointain." Il arrive que les dirigeants syndicaux tiennent le langage suivant : "Vous ne pouvez pas augmenter les salaires parce que votre affaire est mal gérée. Nous allons vous envoyer des spécialistes chargés de la réorganiser. Il est même arrivé que des syndicats aient prêté de l'argent à des entreprises en difficulté pour sauver les salariés du chômage. A l'égard du problème technique de l'accroissement de la productivité les syndiqués partagent la position de principe de l'ensemble des américains : ils pensent que le progrès assurant l'amélioration du sort de tous est un objectif essentiel. Mais ils estiment que ce n'est pas le rôle des syndicats de promouvoir l'amélioration de la productivité : le "management", en général s'en charge et avec succès".

Voilà bien de quoi faire retourner dans sa tombe feu Léon XIII !

Il est à noter en passant que ces méthodes font l'admiration d'un grand nombre de bonzes de F.O (Le Beurre et concrets).

Il n'y a pas, au fond de véritable originalité entre syndicalistes de tout poil qui désirent lutter dans le cadre du régime capitaliste. Et, là encore, c'est la pensée de l'Eglise, en définitive que nous retrouvons. Voilà qui jette une singulière lumière sur les idées des soi-disant chrétiens révolutionnaires.

Deux autres mouvements groupent des travailleurs chrétiens : Le Mouvement de Libération du Peuple et la Jeune République. Le premier est issu du mouvement d'action catholique intitulé Ligue Ouvrière Chrétienne qui était la JOC des adultes. Transformé en Mouvement Populaire des Familles (mouvement d'entr'aide) après la libération il devient maintenant un mouvement politique avec des positions révolutionnaires ou soi-disant telles. (attitudes courageuses sur le plan anti colonialiste ou sur l'anti capitalisme). Ce mouvement n'a pas encore été capable d'élaborer une doctrine propre et pour cause : à l'intérieur existe une seconde organisation travaillant avec les aumôniers qui s'appelle l'Action Catholique Ouvrière. Etant donné que cette organisation

professe la doctrine sociale de l'Eglise citée plus haut.. La Jeune République est issue du "Sillon" de Marc Sanguier. Appelons que le "Sillon" qui avait voulu simplement réconcilier l'Eglise avec les idées démocratiques fût condamné par le pape et que des protagonistes se souvirent à l'époque. La Jeune République a des positions "gauches" et professe une vague "socialisme démocratique" chrétienne qui serait plus à gauche que la S.F.I.O. De toute façon aucun de ces deux mouvements ne sort du cadre du réformisme. Il se peut qu'il y ait parmi les militants chrétiens qui y appartiennent d'authentiques révolutionnaires. Nous en avons connu. Nous avons dans ce cas, beaucoup plus intérêt à leur montrer qu'ils sont des dupes de l'Eglise (puissance réactionnaire) qu'à abandonner notre lutte anti cléricale pour nous les concilier d'une façon artificielle.

Nous avons montré que sous ses aspects divers, la pensée de l'Eglise est Une et qu'elle est en fait la source de toute la pensée dite de "droite". Nous ajouterons de la droite intelligente. Celle qui a compris qu'il ne reste qu'une planche de salut à la bourgeoisie et que cette planche de salut est le réformisme. Une récente émission à la radio Vatican s'efforçait de distinguer la pensée de l'Eglise de la pensée révolutionnaire et le chroniqueur affirma : "L'Eglise est résolument réformiste".

Ceci nous amène à envisager les autres réformismes que nous connaissons et (nous en faisons la remarque à propos de F.O.) nous observons une parenté de pensée évidente entre nos sociaux démocrates actuels et les chrétiens sociaux. Nous pourrions en dire autant de la bourgeoisie "intelligente" représentée par l'endès-France. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner outre mesure des alliances entre radicaux et cléricaux lors des dernières élections municipales ou législatives. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de l'adhésion de nombreux cléricaux au soi-disant "Front républicains". Il ne faut pas s'étonner de la préparation à un Concordat et de la main mise des cléricaux sur certains éléments de la Franc-Maçonnerie (sujet sur lequel nous reviendrons au prochain numéro). C'est là où l'analyse révolutionnaire tout son sens.

Tous les partis réformistes considèrent le régime démocratique comme l'objectif de leur action. Or, nous savons que le régime de démocratie bourgeoise correspondait surtout au stade concurrentiel du régime capitaliste. L'évolution vers le monopole économique, étatique ou privé appelle de nouvelles formes politiques, soit en réaction, soit en concordance : ces nouvelles formes politiques sont toutes du type fasciste. La bourgeoisie a besoin d'un soutien pour construire le fascisme. Où peut-elle mieux le trouver que dans l'Eglise qui a pour principe premier la destruction de toute pensée libre ? A ceux qui en douteraient nous citerons un extrait de l'encyclique Quanta Cura du pape Pie IX : "Il ne manque pas d'hommes qui, appliquant à la société civile l'impie et absurde principe du naturalisme... osent enseigner que la perfection des gouvernements et le progrès civil demandent impérieusement que la société humaine soit constituée et gouvernée sans plus tenir compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins, sans faire aucune différence entre la vraie religion et les fausses. En conséquence de cette IDÉE ABSOLUTEMENT FAUSSE du gouvernement social, ils n'hésitent pas à favoriser cette OPINION ER-RONNÉE que la liberté de conscience et des cultes est un droit propre à chaque homme..."

Tous les efforts des réformistes de tout poil aboutissent, en fait, au renforcement du régime, conformément au plan élaboré par Léon XIII, que Guy Vollet suit comme les autres. Nous savons que le régime capitaliste va vers une forme politique autoritaire. C'est pourquoi, il est normal, en fin de compte que les démocrates bourgeois fassent le jeu du cléricanisme, même s'ils se prétendent anti-cléricaux d'opinion.

Il ressort de nos constatations que l'anti-cléricanisme est plus nécessaire que jamais, puisque l'action de l'Eglise marque fondamentalement le fonctionnement du régime que nous voulons détruire. Si une certaine forme d'anti cléricanisme du genre de celui des radicaux ne correspond plus à la réalité, puisqu'elle n'empêche pas en fait, ces radicaux de rejoindre la réaction et de faire ainsi le jeu de l'Eglise combattue verbalement, il appartient aux révolutionnaires de définir un anti cléricanisme réel, basé sur les faits. Certains libres penseurs pensent que leur action doit se faire uniquement sur le plan

philosophique. A les en croire, il suffit de faire des conférences pour nier l'existence de l'Enfer ou l'existence de Dieu pour que les foules soient convaincues. Il n'est pas dans notre propos de nier l'intérêt d'une telle action sur le plan éducatif (bien sûr). Mais il ne faut pas perdre de vue que l'idéologie chrétienne correspond à une réalisation politique et qu'il est absurde de vouloir dissocier les deux aspects. Il est absurde de ne pas envisager le jeu économique de l'Eglise et du Capital, dans la lutte anti religieuse et il serait d'ailleurs aussi absurde de séparer le problème religieux pur du problème politique ou économique. Sébastien Faure écrivait sur ses affiches :

" Croire en Dieu, ou nier Dieu, ce problème est plus que jamais d'actualité. IL N'EST PAS D'ORDRE STRICTEMENT PHILOSOPHIQUE : il se prolonge dans le domaine social. La foi pousse les consciences à la résignation, foyer de réaction. L'Athéisme les pousse à la révolte, source de Révolution. Foi ou athéisme, Résignation ou Révolte, Réaction ou Révolution. Tout se tient. Il faut choisir."

Un autre aspect négatif est la lutte anti cléricale basée sur le républicanisme. Il est curieux de vouloir combattre l'Eglise pour défendre la République qui est en fait la démocratie bourgeoise, alors que cette même République est entièrement entre les mains des cléricaux ou de ceux qui jouent leur jeu. Il serait temps d'être logique. Citons à ce propos l'oeuvre négative s'il en fut des Comités d'Action laïque qui ont basé toute leur action sur l'espoir d'une majorité anti cléricale aux élections du 2 Janvier. La dite majorité a été théoriquement obtenue, on sait ce qu'il advint depuis... Nous écrivions dans notre précédent numéro :

" En fait, maintenant comme toujours il y a d'un côté la Révolution et de l'autre la Contre Révolution. Dans cette perspective de pensée, nous disons que nous combattons le Réformisme, quelque soit sa forme et le parti dont il se couvre."

Dans le problème précis de l'anti cléricanisme, la seule solution nous semble être basée sur la lutte de classes du prolétariat. Il faut, pour ce faire, toujours analyser les positions de l'adversaire en fonction de la

situation sociale et de l'évolution du régime d'exploitation.

Considéré sous cet angle, l'anti cléricanisme peut devenir un facteur puissant dans la prise de conscience des exploités et cimenter l'unité ouvrière que les partis se disant "ouvriers" cherchent en parole depuis si longtemps. Alors que ces mêmes partis ont précisément abandonné cette forme de lutte. On déplore volontiers un certain matérialisme sordide de la classe ouvrière qui ne penserait qu'à beefsteack. Les foules qui se pressent dans les réunions anti cléricales montrent que ce problème est l'un des rares problèmes éthiques qui touchent les masses de ce pays. A ceux qui cherchent l'éducation du prolétariat d'en tenir compte !

Guy BOURGEOIS .

---

Nota .- L'auteur de ces lignes tient à dire que les récents travaux du Congrès National de la "Libre Pensée" française manifestent très nettement une prise de conscience du problème tel que nous l'exposons ici. Le texte de la plupart des résolutions tient compte des problèmes politiques et économiques et de la lutte de classes d'une façon très nette. La "Libre Pensée" qui se rajeunit peut encore jouer un rôle très important dans l'éducation de la masse ouvrière. Aux anarchistes révolutionnaires de s'y intéresser.

---

▲ PROPOS DE LA "DESTALINISATION" DES P.C.....

ALFRED JARRY

UBU ENCHAINÉ (Acte I, scène II)

(La scène représente le Champ de Mars)

LES 3 HOMMES LIBRES, LE CAPORAL

-- Nous sommes les hommes libres, et voici le caporal--  
Vive la liberté, la liberté, la liberté. Nous sommes  
libres -- N'oublions pas que notre devoir, c'est d'être  
libres. Allons moins vite, nous arriverions à l'heure.  
La liberté c'est de n'arriver jamais à l'heure, jamais,  
jamais! pour nos exercices de liberté. Désobéissons  
avec ensemble... Non! pas ensemble : un, deux, trois!  
Le premier à un, le deuxième à deux, le troisième à  
trois. Voilà toute la différence. Inventons chacun un  
temps différent, quoique ce soit bien fatigant. Désobé-  
issons individuellement -- au caporal des hommes  
libres !

LE CAPORAL

-- Rassemblement ! (ils se dispersent). Vous l'homme  
libre numéro 3, vous me ferez 2 jours de salle de po-  
lice, pour vous être mis avec le numéro 2 en rang. La  
théorie dit soyez libres ! -- Exercices individuels  
de désobéissance... l'indiscipline aveugle et de tous  
les instants fait la force principale des hommes li-  
bres -- Portez... arme !

LES 3 HOMMES LIBRES

-- Parlons sur les rangs -- Désobéissons -- Le premier  
à un, le deuxième à deux, le troisième à trois -- Une,  
deux, trois !

LE CAPORAL

-- Au temps ! Numéro un, vous deviez poser l'arme à  
terre; numéro 2, la lever la crosse en l'air; numéro  
3 la jeter à 6 pas derrière et tâcher de prendre ensui-  
te une attitude libertaire. Rompez vos rangs ! une,  
deux ! (ils se rassemblent et sortent en évitant de  
tâcher au pas).

MARIA KORN

---

AU  
SUJET DE  
L'ORGANISATION

Actuellement dans les différentes éditions anarchistes ainsi que dans les quelques bulletins de rencontres idéologiques anarchistes, il existe une discussion sur un certain nombre de questions concernant nos positions idéologiques et tactiques. Entre autres, sur l'organisation.

Nous pensons intéressant de donner une série d'articles déjà publiés à différentes époques sur cette même question, même si nous ne partageons pas toujours leur point de vue. Ils peuvent susciter une discussion, des critiques, et nous apporter quelques précisions.

L'article que nous publions ci-dessous est une traduction (un peu abrégée) d'un rapport fait par MARIA KORN à la Conférence des anarchistes-communistes russes de Londres, en Octobre 1906. Nous l'avons extrait de la brochure "PAIN ET VOLONTÉ" éditée en 1907 à Londres (en russe).

Le reproche fait aux anarchistes qu'ils n'admettent pas l'organisation se base sur une double erreur d'interprétation tant de l'anarchisme que de l'organisation. Une organisation doit avoir deux buts principaux : assurer la solidarité dans la société et permettre le développement des individus dans cette société. Donc, pour nous,

toute aspiration à un développement complet de l'être humain mène inévitablement à l'acceptation d'une forme de solidarité dans la société meilleure et plus complète.

Nous sommes communistes, précisément parce que nous sommes anarchistes, ces deux notions au lieu d'être opposées se complètent.

La propriété commune des moyens de production et l'utilisation commune des produits du travail demandent aussi inévitablement les formes correspondantes, d'une organisation sociale : loi encore la question économique est étroitement liée à la question politique.

Notre idéal politique est connu : ce sont les unions libres de communes indépendantes, les associations de production, etc... et leurs fédérations.

Tout cela représente une certaine forme d'organisation telle qu'elle développerait entre les hommes la plus grande solidarité et une identification des intérêts personnels aux intérêts sociaux.

Cette forme d'organisation est l'organisation libre, volontaire, l'accord libre entre tous. Nous sommes sur ce point contre les formes centralistes, hiérarchisées et obligatoires. La forme libre donne à l'union des hommes un caractère de stabilité et un aspect plus intime.

Quand il s'agit d'un "idéal social", beaucoup sont d'accord avec nous : un "idéal", c'est quelque chose de lointain et, dans les rêves, on peut tout se permettre, se promener n'importe où... parce que ça n'engage rien aujourd'hui. La question est là : un idéal social est exigeant dès à présent ; pour celui qui veut être raisonnable, il ne peut exister de dédoublement, d'une part l'idéal, et de l'autre quelque chose qui peut même être absolument le contraire du premier -- l'activité pratique. La disparition de l'Etat est prévue non seulement par les anarchistes, mais aussi, par exemple, par les sociaux-démocrates. Pour Engels, l'Etat ne sera pas détruit mais il se détruira lui-même. De plus, en prévoyant la disparition de l'Etat dans l'avenir, les sociaux-démocrates font actuellement tout pour renforcer et élargir les principes étatiques. Il se dégage de leur position contradictoire une seule solution :

"il se produira un saut du "royaume de la nécessité" au "royaume de la liberté", et l'Etat fort passera dans sa forme contraire, c'est à dire dans la pleine absence d'Etat. Nous ne pouvons compter sur pareil miracle et nous pensons qu'il est plus juste de s'occuper de chaque chose d'une façon logique et immédiate. Trouvant nuisible le pouvoir et l'obligation dans la société future, nous ferons dès maintenant tout le possible pour faire sauter le pouvoir. Et par conséquent nous n'accepterons aucun élément centraliste dans nos organisations (M.K. emploie le mot : "nos organisations de parti", mais elle fait immédiatement la remarque suivante : "Par le mot de parti, nous ne comprenons pas un ensemble de gens unis sous le pouvoir d'un comité central, mais un ensemble de gens qui ont un même but et veulent y arriver par les mêmes voies".)

En ce qui concerne les moyens, ils changent, bien entendu, d'après les conditions, les besoins et l'époque. Par exemple, dans un pays les anarchistes peuvent avoir comme tâche principale une lutte de partisans, dans un autre le travail dans les syndicats, dans un troisième la propagande théorique. Mais tous ces moyens d'activité ne se contredisent pas, au contraire, il faut qu'ils se complètent entre eux. L'absence de programme-minimum (lequel est souvent source de déviations), et l'accord complet en ce qui concerne les buts -- tout cela fait l'unité, une unité que ne pourrait faire aucune mesure artificielle...

Les groupes sont à la base de l'organisation anarchiste. Un certain travail pratique, surtout conspiratif, pose souvent des problèmes. Dans un parti de type centraliste, le problème se résout de la façon suivante : à l'intérieur, dans les groupes mêmes, se forment des comités ou des groupes secrets qui ont pour tâche ces "travaux spéciaux", et qui jouent en réalité le rôle de direction. Nous répondons autrement : un nombre plus grand de groupes, les membres d'un même groupe se connaissant bien, ayant une confiance mutuelle, un choix plus strict, ainsi qu'un travail adapté à chaque groupe...

Ici une remarque. Il existe un étrange préjugé selon lequel une organisation anarchiste doit être ouverte et que tout le monde peut y avoir libre entrée. C'est complètement faux...

Comment peut-on résoudre, par exemple, dans une organisation anarchiste, les questions litigieuses? Bien sûr, ça ne sera pas par une majorité de voix car nous ne donnons pas une grande valeur au nombre en réalité nous sommes toujours et surtout une minorité (comme tout mouvement révolutionnaire). Si la question est tellement importante que les différents membres du groupe ne peuvent faire entre eux de compromis volontaire, il ne faut pas en arriver à compter mécaniquement les voix pour imposer une solution -- une seule solution existe : la dissolution du groupe et le regroupement de ses membres. Chaque groupe, soit permanent, soit constitué pour un travail donné, doit être complètement libre et autonome dans son activité. Si le litige porte sur une question de principe ou sur la préparation d'un acte qui mène à une grande responsabilité, la solution prise est toujours obligatoire seulement pour ceux qui l'ont acceptée ou qui sont d'accord avec elle. C'est le principe fondamental d'une organisation anarchiste et nous devons toujours l'avoir en vue.

Comment concevons-nous un organe anarchiste ou un journal d'organisation? Dans les partis centralistes, la question est évidente : l'organe officiel du parti se trouve dans les mains de la majorité et la minorité doit se taire. Pour nous, une solution pareille ne peut bien entendu exister. Un journal est l'expression de la pensée et de la volonté du groupe qui l'édite, c'est à dire qu'il le considère comme son organe. Les groupes et les camarades qui ne sont pas d'accord ou tout simplement qui conçoivent d'une autre façon le rôle d'un journal, peuvent éditer un autre journal sans que les deux journaux entrent inévitablement en hostilité. Dans un parti centraliste, si la minorité édite un journal, celui-ci est toujours en rivalité avec celui de la majorité.

On considère habituellement que l'absence d'organisation centrale dans les organisations anarchistes

mène à cette situation : chacun pour soi. Prenons encore l'exemple d'un parti centraliste : supposons qu'il existe un litige sur certaine question. Cette divergence ne disparaîtra pas sous l'effet de la discipline, elle sera tout simplement étouffée. En résultat, la minorité n'aura pas la possibilité d'exprimer ses conceptions, et tout les membres du parti, les majoritaires comme les minoritaires, n'auront pas la possibilité de voir comment la question va se réaliser en pratique. En même temps, cette discordance s'accroît, elle mène aux luttes internes sournoises et aux décompositions chroniques internes. Le parti garde une unité seulement extérieure. Les deux côtés, au lieu de chercher un point de contact et d'accord s'éloignent encore plus.

Chez nous la même question se résout d'une façon différente -- comme par exemple en France en 1890 dans les syndicats -- par discussion, liberté d'action, par les expériences, puis une mise au point et des conclusions.

Si nous employons aujourd'hui la force sous l'une ou l'autre forme, nous serons demain inévitablement amenés à nous servir de cette force pour le pouvoir.

Si nous comptons aujourd'hui dans nos milieux révolutionnaires et nos organisations, sur l'efficacité de nos idées et sur le libre accord, nous continuerons demain, quand la révolution sera victorieuse, à construire la société sur ces mêmes bases.

M. KORN

( ob organizatsii, "Pain  
et Volonté" p. 57-68 )

# POUR LA CLARTÉ

Depuis plusieurs années et pratiquement depuis la guerre des classes en Espagne, un malaise se sentait dans le mouvement anarchiste international quelque chose n'allait pas, n'allait plus... Pourtant, les événements donnent chaque jour raison. Allons-nous donc manquer le "rendez-vous de l'Histoire" ? Etions-nous "en marge" ? Dans cette situation, il était logique de vouloir réexaminer la doctrine anarchiste. Cela fut l'occasion de commettre mille trahisons, mille falsifications, de se "ranger" à droite ou à gauche... Ce n'est pas avec ceux-la que nous voulons polémiquer. Pas plus que "réinventer" l'Anarchisme : il n'en a pas besoin. Il suffit de le repenser -- ce que nous proposons aux camarades, aux amis : quelques textes "classiques", des réflexions de quelques camarades du groupe Christo Boteff (qui n'engagent pas les GAAR en tant qu'organisation) et que nous soumettons à la critique constructive de tous. L'Anarchisme est devenu une notion très, trop élastique et il s'agit pas d'en faire un exposé complet... encore moins un programme, statut ou manifeste. Mais nous espérons que de la discussion pourront se dégager certaines notions constructives.

## L'ANARCHISME EN TANT QUE SYSTEME SOCIAL

Négation complète de l'ordre social actuel, bien sûr...

Mais, parce que beaucoup d'autres formulent aussi des critiques contre cet ordre, ayant extérieurement

mont le même sens (de certains libéraux aux milieux "progressistes", en passant par tous les partis et toutes les tendances socialistes) nous devons préciser ici le caractère de la société actuelle :

- L'Etat, le pouvoir et le centralisme constituent sa base sociale.
- Le capitalisme privé, les trusts ou le capitalisme d'Etat, l'exploitation et la misère, la division en classes et l'inégalité font sa base économique.
- La violence, la terreur ou les méthodes politiques parlementaires du gouvernement; les possessions coloniales ou semi-coloniales, économiques ou militaires, l'esclavage; les guerres impérialistes et l'exploitation des sentiments nationaux; la religion, les mystifications politiques et les mensonges -- sont les moyens et les méthodes qui défendent et soutiennent cette société.

Tandis qu'une société anarchiste est :

- Libertaire, anti étatiste et sans classe, parce que :
- La liberté, la solidarité et le fédéralisme servent de base à la vie personnelle et commune.
- L'édification de la société se fait sur la base des communes libres et l'association en fédérations libres sans aucun élément de pouvoir.
- La possession de tous les biens, la production et la distribution sont communistes par suite de l'expropriation et de la socialisation des moyens de production, de transport, d'achat et de distribution.

....." Il est à noter combien absurde -- ou intéressé -- est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir "que détruire", de n'avoir aucune idée "positive", constructive; surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les "gauches". Les discussions entre les partis politiques d'extrême-gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet : la tâche positive et constructive à

accomplir après la destruction de l'Etat bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait-être alors le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique ou fédéraliste, apolitique et simplement sociale ? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuves irréfutables que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, LA CONSTRUCTION FUTURE.

Voline, dans "La Révolution Inconnue"

P. 154. (d'après le texte français)

....." Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges... Je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédérées dans les communes, et non pas l'action suprême et tutélaire de l'Etat...  
Bakounine.

....." Le vrai communisme n'est possible que dans l'anarchie. Le communisme est un idéal, il deviendra un régime, un mode de vie sociale dans lequel la production est organisée dans l'intérêt de tous, dans la manière d'utiliser au mieux le travail humain pour donner à tous le maximum de bien-être et liberté possible et dans lequel tous les rapports sociaux conçus en vue de garantir à chacun le maximum de satisfaction, de développement possible matériel, moral et intellectuel. Mais une société communiste n'est possible que dans la mesure où elle surgit spontanément du libre accord et par la volonté variable déterminée par les circonstances extérieures et les désirs de chacun.

Malatesta, d'après le texte italien

"Ancora su comunismo et anarchia "

dans "Umanita Nova" Milan, 5-9-1920

L'ANARCHISME ET L'ETAT

L'anarchisme rejette l'Etat dans toutes ses fonctions -- sociales, économiques, culturelles, etc... et le considère comme une contradiction de la justice sociale, de la liberté et de l'égalité réelle. Il lutte non seulement pour son abolition complète, mais il refuse de se servir de ses institutions et d'accepter la possibilité d'une "démocratisation" et d'un rôle "progressif temporaire" sous forme d'un nouvel Etat "socialiste", "ouvrier", "prolétarien".

L'émancipation économique et la disparition d'une classe dirigeante sans détruire l'Etat, le gouvernement et le pouvoir en général, ne mènent pas à la véritable libération.

....." Par conséquent, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir un Etat, bon, éthique et juste. Tous les Etats sont mauvais dans ce sens, qu'ils sont par leur nature, par les conditions et les buts de leur existence, diamétralement opposés à la justice humaine, à la liberté et à la morale. Dans ce sens là il n'y a pas une grande différence entre le sauvage Empire Russe et l'Etat européen le plus civilisé. C'est ainsi. Je suis arrivé à la conclusion que celui qui veut, avec nous, la confirmation de la liberté, la justice et la paix, s'il veut l'émancipation complète des peuples -- doit demander, avec nous, la destruction de tous les Etats, et la fondation sur ces ruines des fédérations mondiales, des associations productrices libres dans tous les pays.

Bakounine, d'après les textes russes  
"Oeuvres Complètes" (T:3 II6-I)

....." L'Etat, par son principe même est un immense cimetière, où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts particuliers dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel où la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la "grandeur politique"; et plus cette immolation est complète, plus l'Etat

est parfait. L'Etat a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise -- classe bureaucratique enfin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées, l'Etat tombe (ou s'élève, comme on voudra), à la condition de machine. L'avènement de la liberté est incompatible avec l'existence des Etats...

Bakounine, (d'après les textes russes et français)

....." Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste (N. B. en Russie). Elles sont multiples. Enumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur :

1°) L'état d'esprit général des masses populaires. En Russie, comme partout ailleurs, l'Etat et le gouvernement apparaissent aux masses comme des éléments indispensables, naturels, historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'Etat, si le gouvernement représentent des institutions "normales", utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit...

2°) Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc, devenu une "seconde nature", fut raffermi ensuite par la presse toute entière, y compris celle des partis socialistes. N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour étatiste. Les marxistes et les anti-marxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres, l'Etat restait la base indiscutable de toute société moderne...

Il faut... donc que la société actuelle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés. Telle est la voie ou l'histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la véritable Révolution, pour la vraie émancipa-

tion.

C'est ici que nous touchons le fond du problème. ...." J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite, ce qui a permis aux bolchevistes de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider... Elle ne fut pas assez complète pour les détruire dans leur essence même, pour obliger des millions d'hommes à abandonner tous les faux principes modernes (Etat, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc...), à agir eux-mêmes sur les bases entièrement nouvelles et à en finir à tout jamais, avec le capitalisme et avec le pouvoir sous toutes ses formes.

Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolchéviks. ....Admet-on, oui ou non, qu'un "Etat" politique dirigé par un "gouvernement" représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne partie.

Admet-on, oui ou non; qu'un "Etat politique etc... puisse servir de société "transitoire" vers le véritable socialisme ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est...

Voline, "La Révolution inconnue" (P.160-161-176.)

### L'ANARCHISME ET L'ORGANISATION

Nous admettons l'organisation dans l'esprit anarchiste-communiste :

Une organisation idéologique spécifique et plusieurs autres organisations -- syndicales, de la jeunesse, des femmes, culturelles, des coopératives, etc... selon les besoins et les buts de la lutte jusqu'à la révolution, et ensuite, selon ceux de l'édification, de la société nouvelles

Nous tenons à préciser et à formuler la différence

sur le plan d'organisation qui existe entre nous et :

- les anarchistes individualistes, qui acceptent certains principes anarchistes mais nient la nécessité des organisations permanentes et bien formées,
- les anarchistes syndicalistes qui n'acceptent que les organisations purement professionnelles, de production et de distribution, et pensent qu'elles sont suffisantes non seulement pour la production et l'économie, mais aussi pour mener la lutte pour la destruction de la société actuelle, et pour donner la forme sociale à l'anarchisme,
- ceux qui se basent uniquement sur l'organisation en la considérant comme un moyen universel capable d'apporter l'unité dans la pensée et dans l'action, d'assurer un succès rapide, de créer la discipline ; tous ceux qui, pour cette sorte d'organisation, sont prêts à sacrifier les principes mêmes de l'anarchisme : celui de la liberté, de l'accord libre, du fédéralisme, des chefs, et qui utilisent même le principe de la majorité imposant des limites à la critique en cas de divergences, de tous ceux dont l'organisation va jusqu'à ne plus se distinguer d'un parti.

Pour arriver à la société libre anarchiste il faut que l'organisation de ses forces soit aussi libre, créatrice, fédéraliste et révolutionnaire. Dans cette lumière doivent aussi être les autres organisations, plus ou moins libertaires, sans aucune contrainte, sans jouer le rôle de guide des minorités agissantes, etc...

....." Nous ne sommes pas contre l'organisation anarchiste, mais nous la voyons autrement, dans son contenu ainsi que dans sa forme. Nous ne considérons pas que l'organisation, comme telle, peut guérir et arranger tout; autrement dit,

nous n'exagérons pas son importance et ne voyons ni le profit, ni la nécessité de sacrifier les principes et les idées de l'anarchisme même, pour l'organisation seule..."

( de "Réponse de la plate-forme d'organisation" éditée à Paris en 1927, signée par Voline, avec un groupe anarchiste russe, ici d'après le texte russe.)

....." La seule organisation sociale rationnelle, équitable, compatible avec la dignité et le bonheur humains, sera celle qui aura pour base, pour âme, pour unique loi et pour but suprême la liberté... Rien n'est aussi dangereux pour la morale privée de l'homme que l'habitude du commandement. Le meilleur homme, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur, se gachera infailliblement et toujours à ce métier. Deux sentiments inhérents au pouvoir ne manquent jamais de produire cette démoralisation : le mépris du chef pour les masses populaires et l'exagération de son propre mérite...

..... La solidarité. Ce principe peut être formulé ainsi : Aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent, la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. Aucun homme ne peut s'émanciper qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tout le monde, car je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans les faits, que lorsque ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation, leur sanction, dans la liberté et dans le droit de tous les hommes, mes égaux.

Bakounine, (d'après des textes russes et français.)

....." Non, le syndicalisme n'est pas le moyen nécessaire et suffisant de la révolution sociale. Les syndicalistes prennent les moyens pour la fin, la

partie pour le tout. L'idée selon laquelle l'organisation ouvrière générale suffirait aux tâches révolutionnaires de l'anarchisme est fondée sur une confusion : la révolution n'est pas ouvrière seulement, mais humaine... Or, c'est le rôle des anarchistes, d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale."

Malatesta, (discours au Congrès d'Amsterdam, 1907 )

...". De façon générale, une interprétation erronée -- ou le plus souvent, sciemment inexacte -- prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d'organisation et de "non-organisation", mais de deux principes différents d'organisation.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi -- et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres -- que si une révolution reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine. Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible, doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais -- ce qui est exactement le contraire -- de tous les points, pour aboutir à des noeuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous les points. Mais, en tout lieu et en toute circonstance toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'oeuvre commune, en vrais collaborateurs, et non en dictateurs."

Voline, ( id. I54-I55 )

L'ANARCHISME ET LES CLASSES

Nous sommes contre l'Etat, le Pouvoir et la Société divisée en classes.

Nous sommes pour la société libre et sans classes.

Nous sommes contre tout privilège, oppression, exploitation de l'homme par l'homme, contre toute dictature même quand elle a la prétention de représenter une soit-disante majorité, nous n'acceptons aucune institution basée sur le pouvoir et l'oppression qui n'ont pour but que le soutien des inégalités, des privilèges, de la misère, de l'esclavage et des classes. Nous ne cantonnons pas la Révolution sociale dans les limites étroites d'un changement politique, nous ne la voyons pas comme une oeuvre d'un groupe, parti ou même classe, mais nous la considérons comme une libération profonde et complète, économique, sociale, intellectuelle et morale -- oeuvre, par conséquent, des masses populaires, de tous ceux qui sont exploités, soumis et gouvernés -- et aussi de tous ceux qui luttent et désirent cette libération.

Par conséquent, nous considérons l'anarchisme comme un idéal profondément humain, dépassant les intérêts d'une classe quelconque, étant donné qu'il nous conduit vers une société sans classe.

Mais, constatant qu'à la base de la société actuelle se trouvent deux facteurs : économique et celui du pouvoir, nous sommes amenés à souligner la réalité de sa structure de classes. Certaines de ces classes doivent être considérées comme défenseurs de la société actuelle, les autres comme ses ennemies conscientes ou inconscientes, menant la lutte contre le capitalisme, l'Etat ou la religion comme causes et conséquences de la division en classes, de l'oppression et de l'inégalité, lutte dirigée contre cette société en tant que telle et par conséquent contre les classes qui la soutiennent, lutte menée princi-

palement par les exploités et les opprimés, engagés par intérêt vital dans cette lutte et la Révolution.

Nous considérons donc que le caractère de classe est un des éléments fondamentaux de l'anarchisme dans sa lutte jusqu'à et pendant la Révolution.

Nous tenons à donner une brève explication sur notre conception des classes :

- Les classes sont l'expression des rapports de forces économiques dans la société actuelle ; d'un côté ceux qui possèdent les biens, les crédits, les moyens de production, des transports et d'échanges les capitalistes, les exploités directs et indirects ; de l'autre ceux qui n'ont que leurs forces physiques et intellectuelles à vendre pour pouvoir vivre -- les exploités directs et indirects. Mais une classe, même sur le plan économique, n'est ni constante ni compacte -- c'est à dire son intégralité varie selon la situation économique et sociale du moment, et selon les passages des éléments d'une classe à l'autre. Les intérêts des différentes couches d'une même classe peuvent ne pas être identiques dans certains cas et peuvent être même opposés. Sur ce fait est basée la pratique de la collaboration de classes (social-démocratie et tous les réformismes de gauche). Mais ce fait prouve également l'erreur du syndicalisme étroit, de l'ouvriérisme. Le seul facteur économique, malgré son importance primordiale, n'est pas capable ni suffisant pour réveiller la conscience et la solidarité de classe, pour écarter le danger d'une nouvelle dictature, pour fixer les buts de la Révolution et de la société nouvelle.

La classe, par ailleurs, est l'expression du pouvoir, autre caractéristique fondamentale de la société actuelle -- c'est à dire de gouvernants et des gouvernés, des oppresseurs et des opprimés. Mais le pouvoir et l'Etat, en tant que tels, sont capables, d'autre part, d'engendrer des classes nouvelles, par la création des institutions de l'Etat, d'un appareil bureaucratique, des respon-

sabilités, des privilèges, des avantages économiques, de la technocratie.

La conscience de classe et la solidarité sont des facteurs importants, mais si elles ne sont pas accompagnées par une profonde conscience révolutionnaire, elles ne sont pas des facteurs suffisants pour conduire les masses jusqu'à l'émancipation complète. Dans ce sens l'anarchisme comme idée et but est le stimulant et le catalyseur qui donne la direction et définit le caractère des luttes sociales et de la Révolution.

La lutte de classes est un fait et non pas un mythe. Mais nous refusons d'utiliser cette lutte pour des buts politiques, étatiques ou d'un parti, pour instaurer la dictature d'une classe sur une autre. Pas de domination, pas de dictature, pas de remplacement d'un gouvernement par un autre, mais l'abolition de tous les privilèges, exploitation, classes, vers la société sans classes, sans pouvoir, vers la société anarchiste.

....." Dans son mouvement en avant l'humanité dans chaque époque pose au premier plan le problème de la lutte contre la forme concrète de l'oppression; la suppression de l'esclavage et des serfs, la liberté de la conscience, l'anéantissement des privilèges féodaux, l'abolition du despotisme politique, l'émancipation des peuples opprimés etc... Dans notre époque, après la Révolution Française, la forme principale d'oppression -- c'est le capitalisme, exploitant le travail.

Dans la lutte actuelle des classes, chaque victoire de la classe ouvrière est une victoire aussi du progrès humain, en général. Il n'y a pas de contradiction ici -- si quelqu'un nous proposait une action profitable pour le prolétariat, mais dangereuse pour les intérêts de l'humanité et pour l'homme, nous devons lui répondre qu'il y a ici erreur, qu'une telle tactique est sans aucun doute nuisible aussi pour le prolétariat lui-même."

Maria Korn-Ididin (dans "L'Humanité ou les classes")

....." La dictature du prolétariat est une formule de l'impérialisme des classes, absurde et dangereuse. Le prolétariat doit disparaître, mais pas gouverner. Le prolétariat est précisément un prolétariat, parce que de sa naissance jusqu'à sa tombe, sous le fardeau des circonstances, il est condamné à appartenir à la classe la plus pauvre, la plus ignorante et mal instruite ; et par conséquent la moins apte à une émancipation individuelle et moins capable de donner son influence à la vie politique. Le prolétariat, encore plus que les autres classes, est exposé à une vieillesse et une mort prématurée. Libéré de cette injustice, le prolétariat cesse d'être une classe parce que les privilèges des autres classes sont supprimés. Et dans la vie il y aura seulement des catégories humaines : les intelligents et les sots, les instruits et les mal instruits, les sains et les malades, les honnêtes et les mal-honnêtes, les beaux et les laids..."

Berneri, ( dans "La guerre des classes en Espagne" )

....." La dictature du prolétariat est une conception marxiste. Suivant Lénine :

"est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classes à la reconnaissance de la Dictature du prolétariat."

Lénine avait raison : la dictature du prolétariat n'est en effet, pour Marx que la conquête de l'Etat par le prolétariat, qui organisé en une classe politiquement dominante, arrive, au travers du socialisme d'Etat à la suppression de toutes les classes... Lénine déguisait les choses. Les marxistes " ne se proposent pas la destruction complète de l'Etat ", mais ils prévoient la disparition naturelle de l'Etat comme conséquence de la destruction des classes au moyen d'une révolution sociale, qui supprime, avec les classes l'Etat. Les marxistes, en outre ne propose pas la conquête armée de la Commune

par tout le prolétariat, mais ils proposent la conquête de l'Etat par le parti, qu'ils supposent représenter le prolétariat... Les anarchistes admettent l'usage d'un pouvoir direct par le prolétariat, mais ils comprennent l'usage d'un pouvoir comme formé par l'ensemble des systèmes de gestion communiste -- organisation corporative, institutions communales, régionales, nationales, librement constitué en dehors et à l'encontre de tout monopole politique de parti, et s'efforçant de réduire au minimum la centralisation administrative. Lénine, dans des buts de polémique, simplifie arbitrairement les données de la différence qui existe entre les marxistes et nous.

Camillo Berneri, (id; d'après le texte français)

....." L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes-révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte des classes : la conception selon laquelle il suffit que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts du prolétariat tout entier contre le patronat. La réalité est, selon moi, très différente. Au sein de la "classe" ouvrière même existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte, les intérêts de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement avec ceux d'une autre catégorie... Cependant, parmi les prolétaires la solidarité morale, est possible à défaut de la solidarité économique. Cette solidarité morale, les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaissent ; mais elle naîtra, un jour, où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal...

L'anarchie est un but, la révolution anarchiste que nous voulons, dépasse de beaucoup les

intérêts d'une classe ; elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie au triple point de vue -- économique, politique et moral... Le seul but qui vaille un effort est l'anarchie."

Malatesta, (d'après le texte français)

....." Si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir... et à mettre cette idée en pratique... Or, la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la Révolution... Rapidement le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de soviets etc... Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres... L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner, dès leurs débuts à la remorque des partis politiques. Et par la suite -- les bolchéviks, justement, s'en chargèrent --, le temps leur manqua pour les faibles forces anarchistes puissent les éclairer dans la mesure nécessaire.

Les groupements libertaires comme tels ne peuvent être que des "postes émetteurs" d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des "postes récepteurs" : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les "capter" et les mettre à exécution. Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportent leur aide éclairée, leurs conseils, leurs exemples, etc... Or, en Russie ces "postes-récepteurs" manquaient, les organisations surgies pendant la Révolution ne pouvant pas remplir ce rôle tout de suite. Les idées anarchistes tout en étant lancées très énergiquement par quelques "postes émetteurs" -- peu nombreux d'ailleurs -- se

perdaient "dans l'air", sans être utilement "captés", donc, sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective...

L'absence d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste... cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution Russe de 1917.

Voline, (id. chapitre "Les deux idées de la révolution" d'après le texte français.)

....." Trois conditions sont indispensables -- dans cet ordre d'idée -- pour qu'une révolution réussisse jusqu'au bout :

- il faut que de très vastes masses poussées par la nécessité impérieuse y participent de plein gré;
- que... les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc... n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique;
- pour ces deux raisons, l'immense masse "neutre" emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie révolution.

Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses.

Voline, (id.)

....." Bakounine, dans son discours de 1867 devant le Congrès de la "Ligue pour la Paix et la Liberté" confirma, que l'époque de radicalisme est bien terminée, et que dès alors, commence une phase nouvelle dans la vie révolutionnaire -- L'ère du socia-

lisme ouvrier : que désormais en même temps que la liberté politique sera la question pour l'émancipation économique, et que cette question prédominera dans l'histoire. Avec sa brochure adressée aux madziens (les disciples de Madzini, n.b.) il a proclamé la fin des conspirations politiques-révolutionnaires, et aussi, le social-christianisme sentimental, et le début du réalisme athéiste et communiste dans l'histoire.

Kropotkine pour M. Bakounine, (Ecrits de 1905  
ici d'après texte russe)

....." Dès maintenant entre -- le prolétariat affamé, enivré de passions révolutionnaires et luttant sans répit vers un monde nouveau, pour des vérités fondamentales de l'humanité, pour une société fondée sur la justice, la liberté, l'égalité et la fraternité -- et de l'autre côté le monde des classes privilégiées défendant aussi avec vigueur l'ordre d'Etat, de métaphysique, des cléricaux, des militaires, des flics -- cet ordre qui est la dernière forteresse qui garde encore leur privilège "chéri" de l'exploitation économique -- entre ces deux mondes, je le répète, celui des hommes simples, les travailleurs et celui de la société "civilisée" -- aucune paix n'est possible.

La guerre à outrance. Et pas seulement en France, mais dans toute l'Europe cette lutte doit s'achever avec la victoire de l'un des deux côtés. Ou le monde bourgeois, "civilisé" doit combattre et opprimer de nouveau les forces populaires avec la force du knout, de la baïonnette, du bâton, et avec la bénédiction, bien entendu de Dieu, et la confirmation de la "science moderne" -- il reconquerra les masses ouvrières... Ou les masses laborieuses lèveront, d'elles-mêmes définitivement l'haïssable joug des siècles, détruiront à fond l'exploitation bourgeoise, -- ce qui signifie : la solennité de la Révolution sociale, l'abolition de tout ce qui s'appelle "Etat".

Et ainsi, d'un côté l'Etat, de l'autre -- la révolution sociale, ce sont les deux pôles dont l'antagonisme représente la vraie substance de la vie actuelle. Et aujourd'hui, dans tous les pays du monde civilisé n'existe qu'une seule question -- l'entière et définitive -- émancipation du prolétariat de l'exploitation économique et de l'oppression étatique. La libération du prolétariat est impossible dans aucun Etat, car la première condition c'est l'abolition de chaque Etat...

Le fait économique a toujours précédé et précède le droit juridique.

Comme les Etats antiques ont péri par la main des esclaves, ainsi les Etats actuels, périront par le prolétariat...

Entre le prolétariat et la bourgeoisie existe un antagonisme, sans compromis, parce que il est une conséquence logique de ses attitudes réciproques. Le bien-être de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, car ce bien-être ne peut être basé que sur l'exploitation de ces derniers. Pour les mêmes raisons le bien-être et la dignité humaine des masses laborieuses exige l'abolition de la bourgeoisie comme classe.

Bakounine, (d'après les textes russes.)

### LIBERTE ET ECONOMIE

Nous affirmons que la possibilité de la liberté effective pour tous implique l'avènement d'une économie communiste. Nous disons bien : communiste et non pas collectiviste car le collectivisme veut dire l'absence des différences de propriété, mais les différences de fonctions et de répartition subsistent. Et c'est justement avec ces différences dans la répartition qu'apparaissent les distinctions de classes. D'autre part, nous

constatons que les libertés du libéralisme exigeant en fait la servitude du plus grand nombre, ne méritent pas d'être défendues puisqu'elles confèrent un droit qui n'est accessible qu'à ceux pour qui il n'y a pas de problèmes économiques. Les libertés "formelles" sont liées à des institutions qui perpétuent l'asservissement du prolétariat.

C'est donc par la résolution communiste du problème économique -- c'est-à-dire par la suppression de l'aliénation -- que l'on rend possible la coïncidence parfaite des fins particulières de l'individu et des fins générales de la collectivité. Mais nous affirmons que cette organisation communiste de l'économie n'est possible que dans l'Anarchie, de même que nous pensons que l'avènement total de l'Anarchie n'est possible que sur une base économique communiste. Car dans un régime autoritaire, régime d'économie dirigée en l'absence des libertés, une classe ou une caste dirigeante se reconstitue fatalement avec ses privilèges et l'oppression comme conséquence. C'est pourquoi nous refusons de confondre l'émancipation du prolétariat avec l'avènement des régimes autoritaires. Quelle que soit leur origine.

Nous ne pensons pas pour autant que la transformation du régime de propriété soit suffisante pour définir tout le concept anarchiste de révolution. Cette transformation de l'infrastructure est une condition nécessaire, sine qua non, de la transformation éthique, morale, culturelle, de ce qu'implique pour nous l'idée de la révolution totale mais elle peut n'être pas suffisante. Nous ne pensons pas qu'à partir de la révolution économique tout s'enchaîne nécessairement ; pour nous -- contrairement au marxisme -- l'anarchisme n'implique pas un automatisme de ce genre et nous pensons, avec Malatesta, que seule la volonté des hommes décidera de ces superstructures, bien qu'elles n'apparaissent que comme un reflet des conditions objectives. C'est pourquoi en luttant pour la libération économique nous avons conscience de lutter seulement pour une condition pour l'accomplissement de l'homme total et qui sera l'oeuvre de lui-même.

# LA LUTTE DES CLASSES ENSEIGNÉE DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA BARRICADE

Nous livrons aujourd'hui quelques fragments du cours professé à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (ex "Sciences Po") en 1951-52 par M. Delouvrier (sic), Directeur Général des Impôts, homme de confiance de la Haute Finance, actuellement Directeur du Cabinet de M. René Mayer (président de la Haute Autorité Charbon-Acier) et présenté pour remplacer M. Dubois, représentant de la France au Maroc, démissionnaire. Ce cours, obligatoire et "fondamental" est destiné à faire comprendre à tous les futurs directeurs des administrations publiques et privées les mécanismes pratiques du système qu'ils auront à gérer. Sous le titre général de "Politique économique de la France" il livre le bilan des expériences faites en ce pays depuis la grande crise de 1929. Or le fait symptomatique qui se dégage à la lecture de ce cours, est que, à travers tous les étanonnements de la bourgeoisie, la vie économique a été entièrement rythmée et conditionnée par les

mouvements de masse de la classe ouvrière d'une part et d'autre part par la trahison permanente des directions des partis de gauche et des centrales syndicales. C'est à ces deux pôles qu'est limitée toute l'action de la classe dirigeante qui tantôt est obligée de céder sous la pression des masses, et tantôt reprend ce qu'elle a cédé grâce aux leaders "ouvriers"

Voici ce qui se rapporte à la période 1936-1945. La période d'après guerre sera analysée dans un prochain numéro.

Tout ce qui est souligné par nous et les sous-titres sont de "Noir et Rouge".

Les chiffres entre parenthèses correspondent aux pages du cours et ne sont indiqués qu'à titre de référence.

#### SITUATION EN FRANCE EN 1936. (94-95)

...De 1930 à 1935 les revenus du travail salarié auraient fléchi de 30% alors que le coût de la vie ne baissait que de 18% dans la Seine et de 21% ailleurs.

Les fonctionnaires, les retraités, les pensionnaires, les rentiers, avaient su améliorer leur niveau de vie réel mais ils n'en tiraient guère de satisfaction psychologique. Au contraire l'obstination des ministères des Finances à réduire les revenus nominaux les avaient exaspérés.

La misère des ouvriers et la colère des fonctionnaires expliquent dans une large mesure l'explosion électorale et gréviste au printemps de 1936, qui allait avoir pour conséquence un changement complet dans la politique économique de la France.

Le ressentiment des victimes de la déflation, la discipline électorale appliquée au second tour par les partis de gauche regroupés depuis les

événements du 6-II-1934, les consignes de collaboration donnés au P.C par le 7<sup>e</sup> Congrès du Komintern en Août 1935, telles furent les causes essentielles de la victoire du Front Populaire (aux élections du 4 Mai 1936)

Dans les autres pays européens, en Angleterre, dans les Etats scandinaves, en Belgique même, il y avait déjà plusieurs années que le P.Socialiste avait accédé au pouvoir. En France son arrivée tardive fut un événement considérable, et pour certaines classes de la population, elle constituait une surprise et même une émotion dont on a un certain mal à se rendre compte aujourd'hui.

#### LES GREVES (97-98)

... Mais on ne comprendrait absolument rien aux mesures prises par le gouvernement Blum, si on oubliait le climat social dans lequel ces mesures ont été prises. C'est ce qui permet de dire que cette politique, dans cette première phase n'a été que "relativement" délibérée (1). Tout de suite après les élections qui se terminent le 3 Mai on assiste à une explosion de grèves sans précédent par leur nombre et leur nature.

... Dans la Seine seule on a compté 1.300 conflits, 338.000 grévistes et à peu près autant d'occupations d'usines que de conflits.(2). (Ces chiffres) ne traduisent pas l'atmosphère réelle de cet espèce d'énorme soulèvement populaire, véritable lame de fond entreprise avec beaucoup d'enthousiasme

---

1) Ce que L. Blum a appelé lui-même son "expérience" comprend 2 phases:

- pendant les premiers mois, la politique suivie a été "relativement" voulue
  - les mesures prises à partir de sept. ne faisaient pas partie du programme initial; elles ont été imposées par les circonstances.
- 2) appelées encore "grèves sur le tas".

et un caractère en fin de compte, on peut le dire maintenant, assez "bon enfant".

M. Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., a bien dit dans son discours au Comité Confédéral National du 16 Mai 1936 :

"Le mouvement s'est déclanché sans qu'on su vraiment comment et où."

L'opinion de droite n'a jamais compris ni voulu croire cette assertion de M. Jouhaux, mais il est à peu près avéré aujourd'hui que certains chefs syndicaux ont été surpris de l'ampleur de la réaction populaire et véritablement débordés, même qu'ils ont été surpris et débordés par leur succès consigné dans les accords Matignon. Ce n'est pas le lieu d'étudier les origines (encore aujourd'hui assez mal élucidées) de ce mouvement, ni d'en montrer dans tous les domaines les considérables conséquences dont la plus fondamentale fut la naissance du quatrième pouvoir de la R. F. ; le pouvoir syndical.

L'explosion des grèves a obligé le gouvernement à mettre en oeuvre ses idées avec une précipitation et une ampleur qu'il ne désirait certainement pas en prenant le pouvoir. Elle a de plus mis le Parlement en état de moindre résistance aux propositions qui lui étaient faites par le gouvernement pendant la première année, la seule en fait, pendant laquelle le Front populaire a gouverné sans conteste il ne fut pas utile de recourir aux décrets-lois. Le Sénat lui-même votait tout.

#### ACCORD MATIGNON

... Dès la fin du mois de Juin 1936, les mesures essentielles de revalorisation du pouvoir d'achat étaient prises et la réduction de la durée du travail acquise dans son principe. Les masses salariées avaient conquis plus de "loisirs" et plus "d'argent".

QUELQUES REFORMES (?), DU GOUVERNEMENT BLUM (103-104)

La réforme de la Banque de France n'a pas eu d'incidences directes sur la politique économique; elle était surtout spectaculaire et révélatrice d'un état d'esprit : le désir manifesté par le gouvernement de se débarrasser du "mur d'argent" et d'éliminer du pouvoir les "200 familles".

La "nationalisation" des usines de guerre a été prévue par la loi du 2 Août 1936 loi qui, à la vérité n'avait pas d'objectifs économiques, et qui prend sa place essentiellement parmi les textes préparant la nation à la guerre. La loi a été prise pour une large part sous l'influence des militaires désireux d'avoir un "statut national des industries de guerre" et la mainmise directe sur certaines fabrications.

LA PAUSE BLUM (114-115)

Le premier cabinet Blum est resté au pouvoir à peine plus d'un an, il est tombé le 21 Juin 1937 mais l'expérience Blum est officiellement terminée le 5 Mars 1937... le gouvernement se décida à changer de voie et voulut obtenir un choc psychologique, expression familière de Léon Blum, et qui a fait fortune; dans un communiqué du 5 Mars 1937 il annonça la "pause" ce qui rappelle à plusieurs égards l'obligation où se trouva Lénine d'instaurer la N.E.P, nouvelle politique économique. On assista à cette situation curieuse: le premier gouvernement socialiste que se fut donné la France, contraint pour n'avoir pas pu choisir de faire la politique traditionnelle de la confiance.

Les troubles politiques et sociaux étaient continus et donnèrent lieu à des incidents graves

(  
(émeute de Clichy fin Mars). En Juin de nouvelles difficultés de trésoreries apparurent...

Il fallait donc des moyens exceptionnels. Le gouvernement Blum demanda le 14 Juin les pleins pouvoirs pour prendre les mesures nécessaires à la défense de l'encaisse-or et au redressement économique et financier. Son intention paraissait être d'établir le contrôle des changes et de s'engager dans la voie de la socialisation. La chambre lui accorda les pleins pouvoirs mais le Sénat, inquiet de l'usage qu'il en ferait les lui refusa.

On craignit un moment une crise constitutionnelle. Le gouvernement hésita puis finalement démissionna le 21 Juin 1937. Aussi le gouvernement Blum qui avait commencé de si héroïque manière, finissait d'une façon fort classique, terrassé par le mal financier et ses amis modérés. Les échéances se moquent des théories du cabinet comme des enthousiasmes populaires. Le plébiscite des porteurs de bons et des porteurs de francs, l'avait emporté sur le plébiscite des masses salariés.

#### CONCLUSIONS SUR BLUM (I27-I28)

Dès le départ, la composition même du cabinet Blum et son programme recélaient des contradictions paralysantes pour le gouvernement et choquantes pour l'opinion. Le 31 Mai 1936, à la veille de prendre le pouvoir M. Léon Blum, "avec cette clarté étonnante dont il a le secret" explicitait aussi à la tribune du congrès du Parti Socialiste unifié la contradiction fondamentale de sa situation

"Non seulement le parti socialiste n'a pas eu la majorité mais les partis prolétariens ne l'ont pas eue davantage. Il n'y a pas de majorité socialiste; il n'y a pas de majorité prolétarienne. Il y a la majorité du Front Populaire dont le programme de front populaire est le lieu géométrique. Notre mandat, notre devoir c'est d'accomplir et d'exécuter ce programme. Il s'ensuit que nous agirons à l'intérieur du régime actuel, de ce même

régime dont nous avons montré les contradictions et les iniquités au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience et le vrai problème, que cette expérience va poser, c'est le problème de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs."

Ainsi le premier gouvernement socialiste acceptait la société capitaliste et acceptait de voir appliquer son programme dans le cadre du système capitaliste. Et, dès lors qu'il avait choisi la politique de contradiction, il était dans les contradictions. Dès lors qu'il ne voulait faire ni dévaluation, ni contrôle des changes, ni prélèvement fiscal exceptionnel, dès lors qu'il acceptait les augmentations de salaires, les quarante heures, les cinq huit, les crédits militaires il était condamné à faire une politique de gauche avec les porte-monnaie de droite. Il se soumettait, comme tous ses successeurs, comme ses prédécesseurs au plébiscite des porteurs de bons et des porteurs de francs.

La position était intenable et la logique des faits si forte que M. Léon Blum sera obligé successivement de prendre toutes les positions, d'abord de faire la dévaluation, ensuite de faire la pause pour rechercher la confiance puis enfin en Mars-Avril 1938, il proposera pour la 1<sup>o</sup> fois un système cohérent, c'est à dire le contrôle des changes, le prélèvement sur le capital et la mobilisation des avoirs bancaires. Il était trop tard, le moment était passé politiquement, socialement et internationalement.

" Ce n'est pas l'arrivée au pouvoir du parti socialiste qui pouvait étonner, dit M. Rist en 1937. L'Angleterre, les Etats scandinaves, la Belgique ont fait déjà l'expérience d'un gouvernement socialiste. Il était inévitable

qu'un jour ou l'autre étant donné la croissance de ce parti aux élections successives la France connût également un gouvernement de cette nature. Nous serions, au contraire, plutôt tenter de regretter que la participation au pouvoir de ce parti n'ait pas eu lieu plus tôt. Il eut connu plus tôt également les difficultés que comportent les responsabilités du pouvoir et la nécessité de maintenir, quel que soit le programme théorique sur lequel on s'appuie les forces permanentes d'un Etat. S'il avait fait cette expérience plus tôt sa prise de pouvoir eut moins effrayé et il est heureux qu'on ait trouvé à sa tête un chef dont l'autorité et la grande culture ont permis d'atténuer bien des impatiences. Mais seul fut quel'étiquette socialiste fut celle du parti dirigeant, de la majorité, devait entraîner nécessairement dans une partie de l'opinion des craintes et des inquiétudes qui n'ont pas cessé de peser sur le développement économique et financier des événements".

#### CONCLUSIONS SUR LES CHANCES D'UN GOUVERNEMENT DE COALITION (I30)

3 En temps normal la politique d'un gouvernement de coalition ne peut être qu'une politique de compromis : ce sont les voix d'appoint pour faire la majorité qui finalement déterminent le programme ou plus exactement l'édulcorent.

#### DECRETS-LOIS CHAUTEMPS 6 AOUT 1937 (I20)

Le gouvernement a reçu mission de remettre les capitaux, les patrons et les salariés au travail; une condition est toutefois posée pour les capitaux, il faut les remettre "au travail" sans contrôle des changes. C'est à dire que le nouveau gouvernement de Front populaire à direction radicale s'engage dans la politique de la confiance et la restauration du crédit public...

CONCLUSIONS SUR LA PERIODE DE FRONT POPULAIRE  
(129-130)

" Le Front populaire, réintroduit dans notre vie politique la vieille émotion historique celle des Jacqueries, des trois révolutions et de la commune. Quoi de plus typiquement français, de plus traditionnel que ces vastes mouvements populaires ?" M. Rosenstock-Frank (Démocraties en crise Roosevelt, Vanzeeland, Blum)

Les mouvements grévistes de 1936 ont dressé contre le cabinet Blum l'hostilité implacable des patrons qui rendaient responsable le gouvernement des occupations d'usines. L'occupation d'usines, c'est l'atteinte la plus grave que l'on puisse faire à l'autorité patronale, et les patrons ont été très profondément atteints dans leur psychologie par cette opération. Un patron dans une usine vidée par la grève reste le maître. Mais un patron dans une usine remplie par la grève n'y trouve plus sa place; d'ailleurs on ne la lui laisse pas, on lui interdit d'entrer; alors quel sentiment de spoliation de subversion de l'ordre établi !

Cette position sentimentale (sic) s'est traduite, pendant 2 ans, par une hostilité très dure -- et très triste à considérer -- entre un front patronal et un front ouvrier, hostilité qui n'a cédé, du côté patronal (resic) qu'en 1938? après l'échec de la grève générale.

Enfin l'atmosphère sociale empoisonnée pendant plus de 2 ans, les contradictions du gouvernement, les difficultés financières, la hausse des prix entraînerent la crainte de tous ceux qui manient l'argent depuis la grande banque, conscients de ces actes, jusqu'à l'épargnant anonyme qui agit au gré des nouvelles. On assiste alors à la grève alternée des capitaux et des travailleurs. Tout pour l'épargnant est un élément de crainte et l'occasion est trop belle de jouer de cette crainte contre le gouvernement. La presse

financière, qui est entre des mains conservatrice, dit et répète l'échec de l'expérience socialiste. Les intérêts menacés se coalisent.

L'expérience Blum a été un échec total;

A cette époque il n'y a eu que deux programmes cohérents :

- Celui de M. Blum en Mars-Avril 1938 mais il n'y avait plus de force politique pour le soutenir.

- Celui de M. Paul Reynaud en Novembre 1938, qui n'a réussi que grâce à l'échec de la grève générale.

DALADIER - REYNAUD (119.131.132.133.134.135.136.)

Le 5 Octobre 1938 après la crise de Munich M. Daladier demande à nouveau les pleins pouvoirs (et les obtient pour réaliser le redressement de la situation économique et financière)

M. Marchandau (radical) alors ministre des Finances inclinait vers l'adoption des mesures de contrainte et de contrôle pratiquement vers la reprise des mesures essentielles indiquées par Léon Blum dans son programme du mois de Mars et dont M. Marchandau n'avait en Mai et Juin, appliqué que les mesures secondaires. Après des débats orageux au Conseil des ministres M. Marchandau cède sa place, d'accord avec ses collègues, à M. P. Reynaud le 1<sup>er</sup> Octobre 1938.

Le 13 Novembre 1938 42 décrets-lois paraissent au Journal Officiel...

Le principe de la loi de 40 Heurs est maintenu mais on l'"assouplit".

D'abord la durée du travail sera répartie obligatoirement sur 6 jours. Ensuite les industriels pourront faire faire des heures supplémentaires sur leur seule demande, et enfin, les heures supplémentaires seront payées à un tarif non prohibitif.

Les décrets-lois à peine parus le gouvernement se heurte à la résistance violente de la classe ouvrière à ces décrets-lois, ou plus exactement des militants de la C.G.T. La C.G.T. avait fait des 40 heures une question de principe... un cheval de

de bataille... et une mystique pour les masses. Aussi la C.G.T dans son communiqué célèbre déclara-t-elle nuls et non avenue les décrets-lois de M. Reynaud. Le 26 Novembre 1938 la Commission administrative de la grande centrale syndicale donne l'ordre de grève générale pour le 30 Novembre 1938. La grève devait avoir lieu sans occupation d'usine mais l'ordre -- fait nouveau et important -- s'appliquait également à tous les fonctionnaires. La grève fut dans son ensemble, un échec indiscutable et caractérisé. Les troupes n'avaient n'avaient pas suivi. M. Léon Blum le 1 Décembre 1938 dans Le Populaire déclarait : " Je dirai que la journée d'hier n'a pas été une victoire pour l'organisation syndicale " et en conclusion de son article "Ce n'est pas ... une victoire de la classe ouvrière ". Le 5 Décembre, au Comité National de la C.G.T M. Jouhaux constatait qu'il fallait réviser la conception même de la grève générale et que celle du 30 Novembre avait causé une profonde déception parmi les syndiqués; il exprimait des craintes pour l'avenir du mouvement. En fin de résolution la C.G.T se déclarait prête à toute discussion pour mettre terme au conflit...

Cet échec fut une heureuse chance pour l'expérience de M. Reynaud. Elle a créé pour toute une fraction de l'opinion le choc psychologique qui manquait au départ.

Après la première étape, le plan Reynaud devait en comporter une deuxième; elle fut dominée par les perspectives internationales. Après l'annexion de la Tchécoslovaquie, une loi du 19 Mars 1939 la dernière des 6 lois de Délégations de pouvoir votée depuis 1934 déclare que le gouvernement autorise à prendre les mesures nécessaires à la défense nationale. Cette fois-ci il n'est plus question de redressement économique et financier. La préoccupation primordiale est la préparation à la guerre.

... On autorise la semaine de 60 heures dans les usines d'armement...

... Un décret décide qu'il n'y a pas de rémunération des heures supplémentaires avant la 45<sup>e</sup> heure ce qui est vraiment une entorse grave à la loi de 1936, et abaisse le taux des heures supplémentaires à 5% après la 45<sup>e</sup> heure. Petite mesure mais caractéristique du climat social de l'époque, les chômeurs, qui refusent du travail pour la défense nationale sont privés d'allocation de chômage...

Le problème se posait de savoir si la production pourrait se développer assez rapidement ..... une augmentation de la production aurait exigé un effort de travail et un effort d'investissement accru c'est à dire d'une réduction relative du niveau de vie.

#### COMMENT FINANCER UNE POLITIQUE:

##### L'IMPOT ? (I43-I44)

Napoléon a rendu à l'Angleterre un très grand service en la forçant à adopter "l'income-tax". On ne saurait trop dénoncer, au contraire, la responsabilité dans les difficultés financières de l'entre deux guerres des milieux modérés qui après 1870 et jusqu'à la guerre de 1914 se sont refusé avec une obstination farouche à admettre un système d'impôt sur le revenu.

Il n'a jamais été possible de faire payer par la voie fiscale leur part des charges publiques aux agriculteurs, qu'ils soient fermiers ou propriétaires exploitants. Mieux même, les paysans reçoivent plus de l'Etat et des collectivités publiques qu'ils ne leur rapportent. Or ils représentent plus du tiers de la population.

##### LES AVANCES DE TRESORERIE ? (I45)

L'inflation fiduciaire pour les besoins de l'Etat met en jeu le processus inflationniste suivant un rythme qui s'accélère. faute d'un prélèvement "conscient" par l'impôt les dépenses sont financées par un prélèvement aveugle sur les victimes naturelles de l'inflation :

rentiers, fonctionnaires, retraités, salariés etc... On peut dire que l'inflation est l'impôt préféré des démocraties faibles.

La vie des gouvernements est placée entre les mains des fameux "porteurs de bons".

L'EMPRUNT ? (147)

L'abus de l'emprunt d'Etat a stérilisé l'épargne nationale. L'accumulation du capital est la loi du capitalisme; si l'on empêche l'accumulation privée il faut la remplacer par l'accumulation publique, faute de quoi l'économie périclite et se trouve rapidement surclassée par les concurrents internationaux.

SITUATION EN 1939 (158. 159. 160. 161)

Les changements (1929-1939) dans l'organisation et le fonctionnement des marchés ont comme conséquence indirecte que le pouvoir économique se centralise de plus en plus.

Changements dans la détention du pouvoir économique (qui passe de plus en plus de l'entrepreneur à l'Etat, à la profession, au syndicat)

Lorsque le pouvoir syndical intervient pour influencer sur les déterminations économiques dans le système capitaliste ses objectifs immédiats sont essentiellement conservateurs; il s'agit presque moins d'objectifs que de reflexes.

Dès que les producteurs se groupent, leur tendance naturelle est d'obtenir un monopole, et avant tout la protection douanière, puis si les prix baissent de réduire la production et enfin, de maintenir des unités économiques, démodées et peu rentables.

En France, l'Etat s'est allié aux deux pouvoirs, professionnel et syndical pour aller dans le sens de l'ossification de l'économie.

On a pu dire que la France était un pays 30 millions d'habitants si l'on compte que ceux qui participent à la vie industrielle. Dix millions

vivraient presque en économie fermée se contentant d'échanges monétaires très limités.

Le libéralisme a sa limite dans le monopole...

## LA GUERRE (172)

La guerre moderne implique une direction totale de l'économie par l'Etat, c'est à dire la substitution comme moteur essentiel du mécanisme économique de l'ordre gouvernemental au profit capitaliste.

## VICHY (191.192.199. 200.212.213.214)

La corporation agricole a été extrêmement totalitaire et elle s'est rattachée tous les organismes existant dans l'agriculture...

... La mainmise des dirigeants de la corporation paysanne, sur l'ensemble des organismes de la paysannerie...

Au point de vue économique il suffit de savoir que la Charte du Travail interdisait les grèves et que les Comités sociaux locaux intervenaient dans la réglementation des salaires, pour l'embauchage et le congédiement; cette intervention fut en réalité à peu près nulle puisque la fixation des salaires était à cette époque entre les mains de l'Etat.

Alors que l'indice des prix de détail sur la base de 100 en 1938 s'élevait à 280 au printemps 1944, à la même date l'indice des salaires horaires s'établissait à 163.

... La classe des salariés des villes est celle qui, de très loin, a le plus souffert de l'occupation et que seule la présence des balonnettes allemandes a empêché les ouvriers de se mettre constamment en grève.

La domination allemande, le régime politique, l'inflation elle même avaient bouleversé les rapports de force normaux entre les classes sociales ou économiques. Tous ceux qui produisent ou qui

vendent avaient été favorisé au détriment de la masses des salariés, des fonctionnaires et des retraités.

#### CONCLUSION FINALE (233)

(D'Août 1944 à Juin 1950) Pour l'essentiel l'accroissement de la production industrielle n'a été possible que grâce à l'allongement de la durée hebdomadaire du travail.

... La nation n'a retrouvé son niveau de vie antérieur qu'au prix du sacrifice par la classe ouvrière du "gain de loisirs" réalisé en 1936.

DE QUEL COTE LA FRANCE A-T-ELLE LE PLUS PÊSE  
DANS LA GUERRE MONDIALE ? (172. 200. 218.)

L'instauration de l'économie de guerre en France a été concomitante de... l'incorporation à l'économie de guerre du Reich.

... Prélèvements de plus en plus lourds opérés par l'occupation... 600.000 travailleurs d'abord volontaires puis contraints...

... 58.000 décès militaires de 1940 à 1945...  
40.000 décès chez les incorporés dans la Wehrmacht seulement 3 départements (Alsaciens-Lorrains)...

---

# L'ANARCHISME EST-IL UN SOCIALISME ?

## QUESTIONS DE VOCABULAIRE

### SOCIALISME EN TANT QUE RÉGIME

Il y a des mots qui, dans l'évolution d'un langage, changent de sens : il est temps d'examiner celui du mot "socialisme" lequel, comme s'en est très bien aperçu M. Guy Mollet, ne faisait plus peur à personne...

La science bourgeoise et la science soviétique se trouvent d'accord sur le sens du mot "socialisme" dont, le contenu a si bien évolué qu'il sert aujourd'hui pour nommer le régime dont l'URSS est le type.

Ce qui est plus grave, "certains de nos camarades ont confondu ce qu'était la Révolution contre le gouvernement pré-existant et ce qu'était le nouveau gouvernement qui vient de se superposer à la révolution pour la freiner et la diriger vers les buts particuliers d'un parti" (Malatesta, dans une lettre à Luigi Fabbri, Londres, 30 Juillet 1919) -

Car pour nous le socialisme c'est bien le régime de propriété collective des moyens de production, mais c'est aussi et surtout le régime où la production est gérée par les travailleurs. Pour nous ce trait est essentiel -- pour les autres, bourgeois et communistes, il est

secondaire et réservé à l'usage de la propagande.  
 "Le prolétariat, naturellement, y figure -- comme  
 le "Peuple" dans un régime démocratique... "

Malatesta, (id.)

Mais où ont été réalisées la gestion ouvrière et la collectivisation volontaire des terres qui restent le critère du socialisme ? En quelques points de la révolution russe, pendant la révolution espagnole, mais partout et toujours par les anarchistes ou sous l'influence de leurs idées et contre justement le socialisme d'Etat. La dernière expérience ayant amorcé une application de gestion ouvrière est celle de la Yougoslavie. Or cette dernière expérience a tourné court car la bureaucratie titiste n'a fait autre que détourner les masses de la classe ouvrière yougoslave en canalisant dans les rouages de la machine de l'Etat une tendance d'organisation socialiste dès qu'elle avait pris une certaine convergence. D'autre part, la bourgeoisie traditionnelle des pays capitalistes, en s'appropriant une certaine part de ce "socialisme" pour pouvoir appliquer les nouvelles formes d'exploitation (nationalisations, dirigisme, organisation de "grands espaces", vassalisation de l'entreprise par l'Etat) se trouve de moins en moins en opposition avec le socialisme bureaucratique. D'où le même sens qu'ils donnent au mot "socialisme", car Capitalisme d'Etat ou Socialisme d'Etat ne sont que des termes divers employés par les uns ou les autres pour définir un même régime économique. L'Etatisation de l'économie s'observe dans le monde entier et en progrès constant : elle a avilé la plus grande partie des activités productives à l'Est, à l'Ouest, elle apparaît de plus en plus comme une nécessité inéductible aux capitalistes eux-mêmes. A l'Est, l'Etat "socialiste" a repris à son compte les échelles de valeurs et le climat de l'entreprise capitaliste. A l'Ouest, l'administration est en train d'éliminer l'Actionnaire, il y a divorce du capital et de l'entreprise, séparation de la propriété et de la gestion. Dans ces circonstances, il

n'est pas étonnant que les mots trouvent le même sens... Ce rapprochement a, d'ailleurs, une origine lointaine. La décomposition du capitalisme et les "infiltrations" du socialisme ne nous intéressent pas ici. Côté socialisme -- et ceci est notre propos -- l'origine de ce rapprochement est dans l'idée d'utilisation de l'appareil d'Etat pour la réalisation d'une société socialiste.

Les socialistes saint-simoniens sont à l'origine du développement de l'étatisme français au XIX<sup>e</sup> siècle; le socialiste Babel assurait que l'ouvrier du régime socialiste aurait moins de liberté que l'ouvrier du régime capitaliste; le socialiste Lasalle fit le lit de Bismarck et puis... Lénine exhortait les ministres et fonctionnaires bolchéviks à prendre modèle pour l'édification de leur nouveau régime du "socialisme d'Etat" qui avait fait ses preuves en Allemagne, et Paul Lafargue vantait comme type passé de régime socialiste les empires des pharaons et des incas. Tous, ils ne semblent ambitionner qu'une chose : se servir de l'Etat pour transformer la société en la réduisant à... l'Etat.

Le socialisme étatique est donc foncièrement ambigu, c'est un nouveau régime d'exploitation et d'oppression objectivement en pleine expansion. Et c'est aussi une représentation subjective destinée aux masses pour leur faire avaler le passage de l'économie privée à l'économie d'Etat. Ce qui était la partie commerciale des fonctions du chef d'entreprise, c'est la hiérarchie des services officiels d'Etat qui s'en charge maintenant, aussi bien de "prévoir" les besoins (sic), de déterminer les quantités à produire, de répartir les matières premières et les produits. Ce nouveau patron n'a plus à rechercher ni la clientèle, ni la main d'oeuvre. Il est clair que le bénéficiaire de ce système est la même classe -- la bureaucratie -- qui, grâce à l'appareil d'Etat -- décide et dirige la production. Car, pour ne citer que Marx... , si la répartition des biens n'est pas socialisée, il s'agit

forcément d'un régime d'exploitation, même si les moyens de production sont la propriété (toute théorique ! ) de tous. Même à l'échelon d'une usine, plus se développe la division du travail, plus s'accroît une dissociation entre, d'une part, les tâches de prévision, de planning, qui sont l'affaire de toute une hiérarchie de techniciens, directeurs, et "organiseurs", et d'autre part les tâches d'exécution, accomplies par les ouvriers. Et où il y a une division de travail entre les tâches d'exécution et de direction, il y a nécessairement division en classes : l'une exerce l'autorité sur l'autre et a des revenus incomparablement supérieurs. Ces vendeurs (la classe ouvrière et le prolétariat en général) et ces acheteurs (Etat, bureaucratie) de force de travail sont évidemment en conflit d'intérêts. Ce conflit a un nom : c'est la lutte de classes. Il faut être naïf, ou cynique, pour prétendre qu'elle s'arrête du fait que l'économie a changé de patron.

#### SOCIALISME EN TANT QUE MOUVEMENT

Aujourd'hui la planification, les nationalisations livrent leurs derniers combats contre le capitalisme traditionnel.

Le drame est que les masses ouvrières sont entraînés au nom de l'idéologie de gauche à livrer combat pour changer de maîtres. Car il n'y a de gauche que subjective. Tous les militants syndicalistes socialistes, communistes participent d'un même espoir commun dans l'avenir. Or cet espoir les lie à une classe dirigeante naissante : celle des planificateurs, des techniciens de l'économie moderne que seuls peuvent être les dirigeants des partis dits ouvriers, des partis marxistes en particulier. Depuis l'expérience des démocraties populaires il est prouvé de façon éclatante que l'on pouvait diriger un pays avec un parti politique comportant quelques milliers d'hommes. Lénine l'avait dit lui-même quand il disait que le tsar ayant gouverné la Russie avec quelques dizaines de milliers de fonctionnaires

le Comité Central du parti bolchévique pouvait bien en faire autant avec l'aide de ses membres. L'expérience du front populaire espagnol a montré l'union intime, congénitale entre P.C. et une ancienne classe dirigeante dont il peut prendre la relève. Dans un pays comme la France le P.C. recrute de plus en plus dans les cadres bourgeois. Cela est depuis longtemps évident chez les sociaux démocrates et l'orientation amorcée par le rapport Kroutchev, si elle n'est pas soumise à une révision ultérieure, va inévitablement entraîner la réconciliation entre les partis socialistes et communiste dans une même lutte réformiste pour le socialisme d'Etat, pour le socialisme national. Comme en Espagne pendant la guerre civile, comme dans les démocraties populaires, l'aile droite des partis socialistes la première tombera dans les bras des P.C. Nous n'avons pas à partager cette nostalgie de l'unité, de la grande famille socialiste, mais nous avons à dénoncer au contraire cette escroquerie.

#### PARTIS OUVRIERS.

Les partis ouvriers sont des partis politiques destinés avant tout à exploiter les ouvriers. Ils commencent par l'exploitation de leur vote en se faisant passer pour leurs avocats. Puis ils passent à l'exploitation, de concert avec la bourgeoisie, par le parlementarisme. Et, enfin, se mettent à leur compte. Un parti ouvrier ne peut être autre chose qu'une machine exploitant le dévouement désintéressé, infatigable et extraordinairement puissant des militants pour remplacer la bourgeoisie. Il procède à une sélection d'une aristocratie ouvrière prête à entrer directement au service de l'Etat. Bien supérieur au parti bourgeois trop coûteux, oisif et parasitaire, le parti ouvrier est dans l'Etat moderne un instrument incomparable de direction de la production.

## QUESTIONS D'HISTOIRE

Ce n'est pas parce que les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires ont été parmi les premiers partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale et ont participé activement à la création de celle-ci et de ses filiales, que nous avons maintenant à faire preuve de mansuétude, d'indulgence et de sympathie pour la classe dirigeante de l'URSS et ses socurs déjà apparues ou à naître. Nous n'avons pas à nous mettre à la place de Krouchtchev, pas plus que de Lénine, ni à essayer de savoir ce que devait ou pouvait faire le parti Bolchévik.

Au lieu de raisonner sur des vieux mythes il faut essayer d'analyser la structure sociale et économique réelle de l'URSS. C'est aussi le seul moyen pour comprendre, pour pouvoir interpréter le fameux rapport Krouchtchev, qui n'est qu'un reflet des transformations sociales apparues en URSS depuis plusieurs années. Dans ce qui précède nous avons essayé de préciser quelques réflexions et constatations dans le domaine économique et social se rapportant directement à la situation créée en URSS par l'instauration d'un socialisme d'Etat, la "détente" se rapportant d'une part à l'évolution interne du capitalisme et, d'autre part, au phénomène de rapprochement des deux systèmes qu'on peut exprimer, pour simplifier, par l'équation : socialisme d'Etat = capitalisme d'Etat. Sous peine de répéter des lieux communs, nous tenons à rappeler, très schématiquement, que l'Etat se forme là où existe une société de classes comme appareil d'oppression au service de la classe dirigeante. Même d'après les marxistes, l'Etat doit disparaître là où il n'y a plus d'exploitation d'une classe par une autre ( donc, même dans une période transitoire ). Par simple déduction (oui, simple !) il apparaît que l'URSS

étant un état, la société soviétique est une société de classes avec, comme moteur social et économiques, moteur historique : la lutte de classes.

Il est incroyable qu'un siècle après la publication du "Manifeste Communiste", après l'Internationale, la Commune de Paris et, plus près de nous, après Kronstadt, après l'Ukraine et la guerre d'Espagne, oui, il est incroyable qu'il existe encore des hommes sincèrement révolutionnaires qui expliquent l'Histoire par l'intelligence ou le bêtise de tel ou tel leader politique, par les "déviations idéologiques", par une suite plus ou moins heureuse des hasards ou par une idée presque déiste d'un "sort inexplicable". D'où une sorte de nostalgie historique ("si Lénine avait vécu..." , "les marins de Kronstadt auraient du...", "si Krouchtchev voulait..." etc, etc...) et ce qui est encore plus grave, on amorce souvent des actions sur les "comme si..."

Quant à la lutte de classes, base et moteur de toute l'histoire économique, politique et sociale de l'humanité, ce serait une sorte de cauchemar dont on pourrait se libérer avec un peu de bonne volonté réciproque, ou bien on essaie de la nier purement et simplement ("phraséologie marxiste", "c'était valable au XIX<sup>e</sup> siècle, mais maintenant..." "et Dupont, dans quelle classe vous le mettez celui-là ?" etc, etc...) ne cesse pas et ne fait que changer d'aspect, conditionné par le stade d'industrialisation, de planification et d'étatisation atteint à une période donnée. Il est curieux, que justement la constitution de classes nouvelles provoquée par ce développement, dérouté même ceux qui devraient être avertis que (surtout dans les périodes durant lesquelles la nouvelle classe dirigeante ne s'est pas encore cristallisé) derrière cette complexité on retrouve toujours la lutte entre ceux qui décident, dirigent et profitent et ceux qui exécutent, produisent et sont exploités.

Un fait psychologique -- la conscience de

classe -- y joue un rôle important. Mais contrairement à ce que l'on pense souvent, elle n'est pas la cause, mais plutôt la conséquence de cette lutte : c'est à force de lutter pour ses intérêts collectifs qu'une classe prend conscience d'elle-même, que ses membres apprennent le sens de la solidarité et trouvent leurs idéaux. (le comportement des ouvriers en majorité inorganisés de Nantes et St Nazaire lors des dernières grèves a été significatif dans ce sens).

Dans toutes ces luttes, il y a des positions stratégiques importantes que les classes antagonistes se disputent. Et il ne faut pas oublier qu'elles sont, très souvent, plusieurs à vouloir remplacer la classe dirigeante décadente. Dans la Révolution française on distingue notamment la bourgeoisie et le "peuple", marchant tous deux contre l'aristocratie déclinante. Mais tandis que la première avait accédé à la conscience de classe parallèlement au développement de ses forces productrices et de sa richesse, le second manquait de cohésion, de conscience, de concentration, des possibilités réelles dans un concept économique.

Sans chercher les comparaisons historiques artificielles, le développement de la bureaucratie soviétique offre un aspect curieusement semblable : Une nouvelle classe de bourgeois soviétiques, une classe de techniciens et d'organiseurs de l'économie, comparable à celle de tout Etat capitaliste avancé, est d'ores et déjà solidement constituée. Elle a les mêmes intérêts qu'à l'Ouest. Elle est par contre encore plus riche. La question est de savoir si elle peut être beaucoup plus puissante vis à vis des travailleurs. Ce qu'elle veut en tout cas c'est balancer par dessus bord tout le fracas inutile et démodé d'une classe dirigeante héritée du stalinisme, toutes les contraintes qui la gênent et limitent sa liberté, sa jouissance et ce qui la gêne par dessus tout c'est ce grotesque, détesté, parasitaire et ronflant Parti Communiste. Nous apercevons les premiers mouvements

de la couche sociale qui a les moyens de vivre contre les sinistres radoteurs du Parti. De là à confondre cela avec le mouvement des masses c'est une anticipation prématurée, comme il a été prématuré de voir dans la Révolution française la libération de l'homme. La classe aisée (qui prélève sur la production directement par l'entremise de l'Etat une part bien plus grande que dans les pays capitalistes) enrichie par le système bolchévique veut respirer et desserrer la dictature idéologique, moralisante, aveugle et bête de la bureaucratie du P.C.b qui l'enserme. S'agit-il d'une déviation social-démocrate de la classe dirigeante même ? Non, il s'agit d'une première victoire dans la lutte d'une nouvelle classe bourgeoise contre la vieille aristocratie du Parti, classe dirigeante. Pour survivre elle liquide les oripeaux dont on affuble encore le régime. Tel est le sens de la "tendance vers le libéralisme" en URSS. Si cette tendance triomphe définitivement, l'URSS deviendra aux yeux de tous, et sans phrase ce qu'elle est déjà en puissance : un régime bourgeois. Un régime bourgeois où la classe dirigeante va centraliser tous les pouvoirs d'une manière plus parfaite que partout ailleurs et où capitalisme et Etat ont enfin fusionné. Un pays capitaliste avec une contradiction de moins, donc plus solide. Détente signifie que l'hostilité dont était entouré cet Etat va décroître jusqu'à n'être pas plus grande que celle qui sépare tous les Etats capitalistes entre eux. Cela implique que les dirigeants russes s'entendront plus ou moins bien avec les dirigeants de tous les autres Etats du monde mais en tout cas qu'ils s'entendront entre eux de mieux en mieux contre tous les travailleurs. Et que la réconciliation des bourgeoisies occidentale et orientales se fera, bien sûr, sur le dos de l'internationale ouvrière. Le renoncement à l'action révolutionnaire ou la politique réformiste s'accompagne de l'abandon

de l'internationalisme

prolétarien pour le nationalisme bourgeois. Regardons autour de nous : les P.C n'ont pas leur pareil pour remettre en honneur, avec un sérieux imperturbable, les notions réactionnaires de grandeurs nationales. Ce qu'ils faisaient hypocritement au début pour attirer à eux certaine clientèle, ils le font maintenant sincèrement parceque la clientèle en question est dans la place. Croyant utiliser le nationalisme, ils sont utilisés par lui. La dissolution successive du Komintern et du Kominform est la reconnaissance d'un état de fait : l'internationale communiste était enterrée depuis longtemps et les dirigeants communistes qui n'employaient plus que des moyens d'Etat : diplomatie et services secrets, n'avaient pas à s'encombrer du conseil même purement formel des P.C étrangers.

Maintenant qu'elle est débarrassée de l'extravagante et caricaturale excroissance du stalinisme, doit apparaitre plus clairement à tous l'idéologie qui est à l'origine de tant de méprises dans le mouvement ouvrier : le marxisme-léninisme. Maintenant il est temps au vu de ses conséquences de comprendre comment, par l'ambiguïté du socialisme et par la dynamique des partis ouvriers, l'organe d'une classe dirigeante en formation peut passer pour un instrument de libération.

PAUL ROLLAND

---

# DANS NOTRE COURRIER

Ceci n'est pas une tribune libre.

Les passages de lettres de lecteurs que nous publions dans cette rubrique n'engagent en rien notre organisation, ni le groupe responsable de "Noir et Rouge".

Nous les publions dans la mesure où nous croyons qu'ils présentent matière à réflexion, à discussion ou à étude ou bien qu'ils posent un problème, constituent une critique ou une suggestion.

Dans ces conditions nos camarades ne doivent pas s'émouvoir s'il nous arrive de publier des lignes en contradiction avec l'orientation anarchiste-communiste.

Nous ne pensons pas utile de les faire suivre d'une "réponse".

(Nous répondrons directement à tous nos correspondants.)

---

D'un camarade de Seine Maritime (...) Suppose que ces grèves du type Août 53 éclatent en France, jointes au mécontentement de la guerre d'Algérie, et à toutes les désillusions venues après les élections, suppose aussi que tous les syndicats brisent toute idée de mouvement général, que ces grèves dégénèrent en insurrection et que, chassant les socialistes-traitres et se refusant à être les valets du P.C (dont ils seraient néanmoins forcés de tenir compte), des militants révolutionnaires établissent un régime comme nous l'entendons. Etant donné l'état d'esprit de la population, pourrions-nous faire autrement que de rétablir un "Etat" et même de

promettre des élections où nos ennemis auraient toutes leurs chances ? Et si nous n'établissions pas cet "Etat", entrant immédiatement en relation diplomatique avec les autres, serait-il possible d'empêcher une intervention armée étrangère qui nous chasserait du pouvoir ? Non. Par conséquent, il faut bien reconnaître qu'il nous faudrait traiter avec les états étrangers. Et comme il est évident que dans ce cas, nous aurions fait aucun progrès réel sur le régime précédent, je conclus (hâtivement et sans doute sans y avoir songé assez longtemps) : "pas moyen de faire une véritable révolution libertaire si elle n'est pas internationale". Mais alors, par voie de conséquence, je suis obligé d'admettre qu'en Russie n'aurait pu exister un véritable régime communiste, ignorant les autres États.(...)

D'un camarade du haut-Rhin:(...) Je vous approuve d'étudier dès maintenant la question de la lutte armée. Mais je pense qu'il serait bon de compléter vos analyses par l'examen des difficultés que pose l'organisation économique et administrative d'une société libertaire. Votre travail, actuellement, est surtout un travail de pénétration et de préparation : la préparation des militants aux problèmes de la vie économique doit reposer effectivement sur les unions de producteurs et de consommateurs, et non sur une quelconque technocratie. (...) La grande défaillance du socialisme, de tous les socialismes, est d'avoir dans leur prétention à être scientifiques, négligé au nom des sciences du siècle dernier, des sciences nouvelles d'une portée considérable, comme la psychologie, et même, dans une certaine mesure, la sociologie moderne! De même que l'économie politique fut la science révolutionnaire des temps totalitaires le socialisme ne pourra plus s'en passer sans se dégrader et se réduire à une sorte de stérilité "

(V. Serge, p. 75)

.....